



Ci-dessus, des nationalistes réactionnaires manifestant à Dresde derrière le mot d'ordre «*Allemagne, une patrie*». A gauche, la manifestation ouvrière, prosoviétique et antifasciste du 3 janvier, à Treptow (Berlin-Est) : «*Nazis dehors !*»

La victoire du deutsche mark

L'Anschluss gagne dans les élections en RDA

Berlin, 19 mars - Les élections, lourdes de conséquences, du 18 mars au Volkskammer [parlement] mettent en danger mortel les acquis sociaux et l'existence de la RDA. Les politiciens bourgeois occidentaux se sont empressés de proclamer la mort de la RDA et la fin du socialisme. Le dirigeant des chrétiens-démocrates victorieux a appelé à une «*grande coalition*» avec une majorité des deux tiers, afin d'enterrer le pays par un simple acte parlementaire.

Mais le vote massif pour la réunification avec l'Allemagne de l'Ouest capitaliste menace les moyens d'existence et la sécurité de millions de personnes. Le dos au mur, les travailleurs vont se retrouver forcés de mener des luttes défensives. Et mobiliser l'énorme puissance de la classe ouvrière peut enrayer la campagne pour l'Anschluss. Car des questions aussi graves que l'existence d'un Etat ouvrier ne seront pas décidées par des bouts de papier glissés dans une urne.

La majorité presque absolue obtenue par les partis de droite de l'«*Alliance pour l'Allemagne*», achetée et payée par la CDU-Ouest de Kohl, va assurément encourager les forces qui poussent à une annexion rapide par la RFA. Le SPD a subi une défaite décisive (20 %). C'était un vote pour le deutsche mark,

— Les trotskystes disent —
« Défendons les acquis de notre Etat ouvrier ! »

et beaucoup d'électeurs ont sans doute estimé qu'au lieu de voter pour le laquais social-démocrate, il valait mieux choisir le banquier qui a l'argent dans ses poches.

Le PDS est ressorti de l'oubli avec 17 % des voix. Il a perdu sa base ouvrière, mais a réussi à s'attirer le soutien de divers autres groupes qui seront sous la menace dans une Grande Allemagne capitaliste. Pourtant, loin de s'opposer à la campagne pour à liquider la RDA, ces vestiges staliniens ont capitulé à chaque pas. La politique de prosternation du PDS a été résumée dans un tract distribué à Rostock : «*Nous sommes un peuple. 1:1.*» En d'autres termes : «*Un peuple, un Reich, un deutsche mark*» ? («*Un peuple, un Reich*» était le mot d'ordre de Hitler justifiant l'expansionnisme allemand.)

La révolution politique en RDA était marquée depuis le début par l'absence de toute participation organisée de la classe ouvrière en tant que telle. Pourquoi ? Le SED n'était pas «*une élite*», comme le prétend la presse bourgeoise, mais un parti de masse englobant une grande partie de la classe ouvrière. Il n'est guère étonnant que

les travailleurs aient éprouvé un profond sentiment de trahison quand furent révélées la corruption et la mauvaise gestion de leurs dirigeants. Et rapidement après succéda le spectacle démoralisant de chaque principal parti, y compris le PDS, acceptant apparemment l'inévitabilité, si ce n'est l'attrait, de l'Anschluss.

Le Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands (SpAD) a été le seul parti qui a pris une position catégorique contre la réunification capitaliste. Nous avons présenté des candidats dans quatre districts (Berlin, Halle, Leipzig et Rostock). Nous avons obtenu 0,06 % des suffrages (2 396 voix) dans ces districts. Les divers satellites de gauche du PDS qui ont capitulé à la campagne pour l'Anschluss du deutsche mark n'ont rien obtenu en échange de leur opportunisme.

Nous avons affirmé à maintes reprises que les élections du 18 mars étaient un plébiscite sur le sort de la RDA, plébiscite déformé par la campagne d'intimidation impérialiste. La responsabilité de ces résultats lourds de conséquences doit être imputée carrément à Staline et à son héritier Gorbatchev. Le régime de Staline, fait de

mensonges, de privilèges et de tyrannie, avait une seule réponse à tous les problèmes : la répression allant y compris jusqu'au meurtre à une échelle de masse. Maintenant, la politique de Gorbatchev, qui cherche à se concilier l'impérialisme, a enhardi les fauteurs de guerre froide les plus agressifs et les revanchistes d'une Grande Allemagne, qui cherchent à renverser les verdicts de l'Histoire. Les spartakistes appellent à résister avec détermination à ce *Drang nach Osten* [poussée vers l'Est] impérialiste.

« LA PLUS GRANDE OPA DE L'HISTOIRE »

Quand, après l'effondrement du régime Honecker, près d'un million de manifestants se sont rassemblés le 4 novembre dernier sur l'Alexanderplatz, à Berlin-Est, ils voulaient la démocratisation de cet Etat ouvrier bureaucratiquement déformé. Le 3 janvier, un quart de million de personnes se rassemblaient à Treptower Park pour protester contre l'odieuse profanation, perpétrée par des nazis, du mémorial aux soldats de l'Armée rouge qui ont libéré le pays du régime hitlérien.

La bourgeoisie a vu les débuts d'une révolution politique qui remplacerait la bureaucratie stalinienne décrépite par le pouvoir politique des travailleurs, ouvrant ainsi la voie au socialisme authentique. Les impérialistes ont réagi en intensifiant leurs efforts pour précipiter l'absorption de la RDA par la RFA. A Bonn, les sociaux-démocrates et les chrétiens-démocrates ont exigé une union monétaire qui subordonne l'éco-

Suite page 15

M 2651 - 100 - 5,00 F



3792651005004 01000

Afrique de l'Ouest

Les fantoches de Mitterrand ébranlés par les révoltes populaires

Quelques semaines après la libération de Nelson Mandela (cf. en pages 12 et 13 notre article « Ecrasez l'apartheid ! Les travailleurs noirs doivent prendre le pouvoir ! »), l'Afrique de l'Ouest est secouée par une vague de révoltes populaires contre les nouvelles mesures d'« austerité » de famine dictées par les créanciers impérialistes du FMI, de la Banque mondiale et des banques françaises. En Côte d'Ivoire, le 2 février, les habitants des quartiers pauvres d'Abidjan sont descendus dans la rue aux côtés de la jeunesse scolarisée, aux cris de « Houphouët voleur, corrompu, on veut plus de toi », après l'annonce d'une baisse de 15 à 40 % des salaires des fonctionnaires et de 10 % de ceux du secteur privé. Au Gabon, grèves, manifestations et émeutes de la faim se succèdent depuis plusieurs mois contre le régime du président Omar Bongo. Au Sénégal, la révolte gronde avec l'annonce de nouveaux « dégrais-sages » de la fonction publique par le gouvernement du Parti socialiste (affilié à la Deuxième Internationale de Mitterrand et Willy Brandt), tandis que le 28 février un étudiant était tabassé à mort par la police dans une manifestation. (La presse gouvernementale essaie de faire croire qu'il n'a pas été tué par les flics mais qu'il est mort du fait de « troubles cardiaques ». Un sinistre refrain déjà entendu, ici, lors de l'assassinat de Malik Ousseine... Les fantoches néo-coloniaux ont bien appris de leurs maîtres français !)

Avec le désengagement de l'URSS, des pays de l'Est et de Cuba en Afrique - conséquence de la politique de conciliation tous azimuts de l'impérialisme décidée par Gorbatchev -, les puissances occidentales ont cessé de considérer ce continent comme le point chaud de la guerre froide qu'il était devenu après les interventions des troupes cubaines, au début des années 70. Aujourd'hui, les impérialistes ont signifié crûment aux régimes néo-coloniaux africains qu'il n'est plus question de les « arroser » d'« aide » économique et militaire pour empêcher ces pays de basculer dans le « camp soviétique ». Bien au contraire, les requins de la finance occidentaux ont l'intention de pressurer au maximum leurs débiteurs du tiers monde pour mobiliser dans les plus brefs délais le

maximum de capitaux possible pour les lancer dans la bataille de la reconquête des marchés de l'Europe de l'Est.

Les impérialistes ont donc intimé à leurs sbires locaux l'ordre d'aggraver encore les féroces mesures d'« ajustement structurel » - licenciements de fonctionnaires, baisses des salaires, coupes sombres dans les dépenses de santé et d'éducation, etc. - appliquées déjà depuis plusieurs années et dont l'UNICEF estime qu'elles présentent un « lien direct » avec « quelque 500 000 décès d'enfants africains » dus à l'accroissement de la misère (le Monde, 12 décembre 1989). Mais en s'attaquant aujourd'hui directement aux dernières couches sociales qui ne leur étaient pas jusqu'ici complètement hostiles, les fonctionnaires et les employés de l'Etat, les régimes sanguinaires et corrompus qui aident leurs maîtres impérialistes à mettre leur pays en coupe réglée se retrouvent maintenant confrontés à l'hostilité de la quasi-totalité des couches de la population, unies dans une même haine de la poignée de prébendiers et de tripoteurs qui se vautrent dans une orgie crapuleuse de gaspillages et de trafics.

Comme de coutume, le gouvernement français s'est empressé de manifester concrètement son soutien à ses fantoches africains en difficulté. Lundi 26 février, Pierre Mamboundou, opposant gabonais réfugié en France, avait osé critiquer le régime du président Bongo dans une interview télévisée. Deux jours plus tard, accusé par le ministre de l'Intérieur Joxe de représenter une « très sérieuse menace » pour la « sécurité des biens et des personnes », il était arrêté à son domicile à 6 heures du matin et embarqué dans le premier avion pour Dakar, sous la garde de deux policiers français. Le soir même, le premier ministre Rocard se félicitait que « de nombreux pays africains ont d'ores et déjà engagé une action en vue de la rénovation politique », et rassurait Bongo et Cie que « dans cette voie, la France ne leur ménagera pas son soutien pour les aider à surmonter la crise économique et pour favoriser les progrès vers la démocratie ». Belle leçon de « démocratie », en effet, que le spectacle de l'expulsion *manu militari* d'un opposant africain, tandis que les ex-dictateurs

Ahidjo du Cameroun et Duvalier d'Haïti continuent à dépenser tranquillement sur la côte d'Azur les milliards volés à leurs peuples ! Non à l'expulsion de Pierre Mamboundou ! Pas d'asile pour les Duvalier et les Ahidjo !

L'insistance de Rocard sur les « progrès vers la démocratie » n'est pourtant pas seulement un effet oratoire cynique. Le gouvernement Mitterrand s'inquiète en effet de la fragilité des dictatures de sa chasse gardée africaine, et cherche aujourd'hui à effectuer un replâtrage pseudo-« démocratique » des régimes grotesques et discrédités des Bongo, Houphouët et autres Diouf. Mais aucune forme de démocratie bourgeoise n'est viable dans des pays dont l'économie se résume au pillage sauvage des ressources naturelles par la « France des droits de l'homme » et autres puissances impérialistes. La seule véritable force capable d'assurer aux peuples d'Afrique noire un véritable progrès social et économique et d'y réaliser les tâches démocratiques les plus élémentaires, c'est le prolétariat des grands centres urbains et miniers de l'Afrique de l'Ouest et aussi du Maghreb, d'Egypte et d'Afrique du Sud - la principale puissance industrielle au sud du Sahara.

Aujourd'hui, les luttes des masses des pays d'Afrique de l'Ouest pour leur libération trouveront inévitablement sur leur route la machine de répression néo-coloniale de l'impérialisme français. Car les véritables dictateurs des régimes sanguinaires de cette région, depuis trente ans, se sont appelés successivement de Gaulle, Pompidou, Giscard et Mitterrand. Depuis leur « indépendance », l'impérialisme français continue à piller et à contrôler presque aussi étroitement qu'auparavant ses anciennes colonies de l'Afrique équatoriale française. Les postes clés de l'économie, de l'administration et de l'appareil de répression de ces Etats sont entre les mains d'une multitude d'affairistes et de « coopérants » français, fonctionnaires, militaires et « barbouzes » en tous genres placés sous le contrôle direct et exclusif de l'Elysée - le fameux « domaine réservé » qui constitue avec la force de frappe une des prérogatives bonapartistes les plus jalousement défendues du sceptre présidentiel de la

Cinquième République, de De Gaulle à Mitterrand. Et quand les forces de répression encadrées par les « spécialistes » français ne suffisent pas à la tâche, ces régimes peuvent compter sur l'aide directe des quelque 10 000 soldats français stationnés en permanence au Sénégal, en Côte d'Ivoire, au Gabon, en République centrafricaine, au Tchad et à Djibouti - et qui peuvent être renforcés en quelques heures par des avions de combat et des unités parachutistes de la « Force d'action rapide ».

TROUPES FRANÇAISES HORS D'AFRIQUE !

L'impérialisme français s'accroche à ses anciennes colonies d'Afrique noire et aux « confettis de l'empire » restés sous sa domination directe - Antilles, Guyane, Réunion, Nouvelle-Calédonie, Polynésie. Ajouté à la force de frappe, ce réseau de bases où « le soleil ne se couche jamais » sert notamment à essayer de faire croire à ses partenaires et concurrents impérialistes que la France reste une « grande puissance » qui peut jouer un rôle clé dans le dispositif militaire mondial de l'impérialisme.

C'est précisément parce qu'elles sont essentielles au maintien de la « grandeur de la France » que les sordides « affaires africaines » dépendent directement, au même titre que la force de frappe, du président de la République française. Et c'est également pour cette raison que la « politique africaine » fournit l'exemple le plus parfait de continuité de la politique gouvernementale après la première élection de Mitterrand à la présidence - avec le soutien de tous les charlatans de l'« extrême gauche » front-populiste, de la LCR à LO en passant par le PCI-MPPT. Sous le « gouvernement de gauche » avec « ministres communistes » issu de la soi-disant « victoire du 10 mai », la barbouzerie franco-africaine a poursuivi son cours habituel comme si de rien n'était.

Aujourd'hui, après presque dix ans de « sale boulot » antiouvrier, de bellicisme antisoviétique et d'aventures néo-coloniales au Tchad et au Liban, le PCF et la LCR continuent à chercher à faire pression sur Mitterrand pour qu'il réforme la politique africaine de l'impérialisme français, que ce soit avec les appels à des « sanctions efficaces » contre l'Afrique du Sud ou avec la campagne pour l'annulation de la dette des pays du tiers monde - une revendication soigneusement calculée pour rester dans les limites de l'acceptable par les fondés de pouvoir sociaux-démocrates de la bourgeoisie française. Indépendance immédiate des dernières colonies françaises ! Troupes françaises hors d'Afrique ! Mitterrand, Rocard, enlevez vos sales pattes de l'Afrique ! ■

Appel urgent

Versez au Fonds Lénine-Liebknecht-Luxemburg !

Le soutien internationaliste est une nécessité urgente pour continuer la bataille politique clé contre la menace de réunification capitaliste en Allemagne de l'Est ! Face à la monstrueuse campagne de déstabilisation de Kohl, qui cherche à précipiter la RDA dans les bras des nombreux banquiers et capitalistes d'Allemagne de l'Ouest, nos camarades du Parti ouvrier spartakiste représentent l'avant-garde léniniste consciente, le seul parti qui défende les travailleurs de la RDA contre cette contre-révolution

capitaliste et qui lutte pour une révolution politique prolétarienne contre le stalinisme. Nous avons besoin de toucher des millions d'Allemands de l'Est avec notre programme révolutionnaire, pour devenir la voix et l'organisateur des travailleurs qui ont construit la RDA. Nos camarades en Allemagne sont en permanence sur la brèche. Ils ont présenté des candidats aux élections du 18 mars, produisent *Arprekorr* et *Spartakist* ainsi qu'un programme électoral, des affiches et d'autres publications qui insistent sur

la question clé dans ces élections, « Non à la réunification capitaliste ! Pour une Allemagne des conseils ouvriers ! », en même temps qu'ils cherchent à publier les œuvres clés de Léon Trotsky en allemand. Nos lecteurs ont répondu généreusement à notre campagne financière, mais de nombreuses autres contributions sont nécessaires pour nous aider à mener de l'avant le travail de forger un nouveau parti communiste-égalitariste dans la tradition de Lénine, Luxemburg et Liebknecht. Le temps presse.

Envoyez vos chèques à l'ordre de la LTF et mandats postaux à l'ordre du « Bolchévik » à l'adresse suivante : LB - BP 135-10 - 75463 Paris Cedex 10. (Préciser : « Fonds Lénine-Liebknecht-Luxemburg » ou « Fonds 3 L ».)

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, section de la Ligue communiste internationale (quatrième internationaliste), pour reforcer la Quatrième Internationale.
COMITE DE REDACTION : William Cazenave (rédacteur en chef), Marc Delvaux, Suzanne Girard, Henri Riemann, Josic Thanner, Jean Thimbault.
REALISATION : François Donau.
REVISEUR-REDACTEUR : Carine Gance.
DIFFUSION : Jean-Luc Etchart.
DIRECTEUR DE PUBLICATION : William Saffores-Mondotte.
Le Bolchévik, BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
Imprimerie : Routage de Paris
5, chemin des Fruitiers
93200 La Plaine-St-Denis
Commission paritaire : n° 59267
Distribué par les NMPP
Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Manifeste...

Suite de la page 3

Le programme de lutte des spartakistes montre une voie pour entrer dans l'avenir, parce qu'il est basé sur les intérêts historiques des travailleurs. C'est le programme de Lénine et de Trotsky : nous sommes le parti de la Révolution russe. Le communisme est-il mort, comme le proclame avec tant de fanfare la bourgeoisie ? Non, mais le Parti bolchévique a été détruit par Staline et ses sbires. Nous accusons les criminels comme Ulbricht d'avoir assassiné des centaines et des milliers de communistes. Aujourd'hui, il est nécessaire de construire un nouveau parti léniniste-égalitariste. Pour les idéaux communistes - Pas de privilèges ! Depuis la Révolution de 1848, qui a eu lieu à la suite de la révolution industrielle, la classe ouvrière a été forcée de dépasser le libéralisme bourgeois et le nationalisme. Un marché mondial a été établi, qui est perversément contrôlé et manipulé par les impérialistes. Pour cette raison, les luttes des travailleurs doivent être internationalistes.

En RDA, le nouveau parti léniniste doit combattre pour les pleins droits de citoyenneté pour les travailleurs étrangers, et unir les travailleurs allemands et immigrés dans ses propres rangs. L'unité de la classe ouvrière doit être forgée dans la lutte, mais cette unité ne sera pas complète aussi longtemps que nos collègues de travail étrangers et leur famille subiront isolement, discrimination et désavantages. Nous devons mener cette lutte sans répit jusqu'à ce que le pouvoir révolutionnaire des conseils allemand mette tous les travailleurs sur une base égale et leur accorde les pleins droits de citoyenneté, tout comme l'avait fait le jeune Etat soviétique.

Pour la victoire du communisme dans toute l'Allemagne, un parti léniniste doit aujourd'hui combattre avec nos frères et nos sœurs de classe à l'Ouest. Les capitalistes veulent pressurer encore plus les travailleurs en RFA afin de payer pour l'Anschluss de la Grande Allemagne. Cependant, des luttes ouvrières majeures sont maintenant à l'ordre du jour en RFA. Nos camarades ouvriers là-bas savent eux aussi ce que signifierait un Quatrième Reich de fascisme et de guerre impérialiste. Aujourd'hui, une lutte résolue des travailleurs en RDA peut être l'étincelle pour que les travailleurs de RFA repoussent les attaques des patrons, et pour ouvrir la voie à une lutte de classe véritable, pour le pouvoir : la révolution sociale à l'Ouest.

Le « Quatrième Reich » projette son ombre devant lui : la profanation des cimetières juifs et des mémoriaux soviétiques. Il n'y a pas de place pour cela dans l'Etat ouvrier ! Le 3 janvier, 250 000 antifascistes ont montré à Treptow leur résolution contre le fascisme et pour l'Armée rouge. Notre parti est fier d'avoir été à l'initiative de cette mobilisation de front unique. Nous le répétons encore une fois : les gros bataillons de la classe ouvrière

doivent balayer les fascistes par des actions de front unique ouvrier !

C'est l'Armée rouge qui a écrasé le régime nazi. Elle a apporté les acquis de l'Octobre rouge jusqu'à l'Elbe à la pointe de ses baïonnettes. Depuis 1945, ce sont les soldats soviétiques qui montent la garde sur l'Elbe contre l'impérialisme occidental. Nos concitoyens vivent depuis longtemps avec cette frontière, la ligne de front de la guerre froide. Le fait que l'internationalisme a toujours été vivant dans notre pays est dû pour une part non négligeable à cela. Des membres du FDJ [l'ancienne organisation de jeunesse du SED] sont allés au Nicaragua ; des enfants des



Der Spiegel

Des travailleurs à VEB Robotron, fabricant d'ordinateurs et de robots industriels. Halte au bradage de l'industrie de la RDA aux capitalistes !

combattants de la SWAPO ont été soignés dans nos hôpitaux ; des dizaines de millions de marks ont afflué dans des fonds de solidarité. C'est pourquoi nous étions et sommes profondément scandalisés par le mauvais usage de ces fonds.

Il y a soixante-dix ans, à la conférence de fondation du KPD, Karl Liebknecht saluait la nouvelle République soviétique russe et affirmait sa solidarité avec le prolétariat russe sous la direction de Lénine et de Trotsky. C'est tout aussi vrai aujourd'hui : le sort de la Révolution russe est inextricablement lié à celui de la Révolution allemande. Et cela veut dire aussi l'avenir de la Pologne ainsi que celui de toute l'Europe. Maintenant, les revanchistes regardent déjà au-delà de la ligne Oder-Neisse. Une Grande Allemagne capitaliste libérerait de sinistres forces qui pratiquent déjà leur démagogie dans les brasseries. Et cela serait pour la coalition impérialiste un tremplin pour mobiliser contre l'Union soviétique.

Une jonction révolutionnaire des [travailleurs et soldats] allemands avec les travailleurs et les soldats soviétiques serait non seulement un rem-

part contre les plans des revanchistes de l'OTAN, mais aussi une base puissante pour une économie planifiée internationale.

Les travailleurs de la RDA - et cela comprend les employés de bureau, les travailleurs des fermes collectives, les artisans, les artistes et les universitaires - ont tous les capacités de diriger une économie hautement développée et produire selon les standards du marché mondial. Mais les bureaucraties nationalistes et incompetentes et les pratiques impérialistes hégémoniques ont empêché le plein développement des forces productives - et pas seulement dans notre pays.

● *Pour une économie planifiée centralisée sous la direction de conseils ouvriers, les instruments du pouvoir politique prolétarien !* Cela veut dire que le pouvoir politique doit être entre les mains de conseils librement élus par les ouvriers, les soldats et leurs alliés ! Les « conseils d'usine » style RFA sont des instruments pour enchaîner un puissant mouvement ouvrier aux intérêts du capital. L'instance la plus élevée des soviets déterminera la direction d'ensemble de la production industrielle, les plans de construction de logements, d'écoles, d'hôpitaux et des autres installations de l'infrastructure sociale. Les biens de consommation et les services devront être adaptés aux conditions changeantes de l'offre et de la demande du marché dans le cadre de la planification centralisée. Des comités d'usines surveilleront la production. Des coopératives contrôleront la qualité et les prix des biens de consommation.

● *Pour l'internationalisme prolétarien !* Nous avons besoin d'une coopération sur une base d'égalité entre la RDA et l'URSS !

● *Pour des actions de front unique ouvrier pour stopper les fascistes !* A bas le racisme, l'antisémitisme, l'hostilité envers les homosexuels et la haine des étrangers !

● *Non à la chasse aux sorcières anticommuniste contre les membres ou ex-membres du SED !* Les fonctionnaires qui sont accusés de crimes devront être jugés par des tribunaux du peuple.

● *Pleins droits de citoyenneté pour tous les travailleurs étrangers et leur famille !*

● *Egalité complète pour les femmes !* Les femmes doivent avoir la possibilité de participer pleinement à la vie politique et sociale. La condition préalable pour cela est la socialisation du travail ménager ; des crèches ouvertes 24 heures sur 24 pour nos enfants ; la défense du droit à l'avortement ; le maintien des subventions socialement justifiées.

● *Préservez un avenir humain pour la jeunesse !* Défendons le droit à une éducation illimitée et libre pour tous.

● *Des pensions pour les retraités !*

● *Pour une protection de l'environnement basée sur la planification !* L'économie de marché ne peut éviter la catastrophe écologique - au contraire. Des comités d'usine sont les plus à même de prévenir les accidents du travail et les dégâts causés à l'environnement. Pour que l'humanité puisse survivre sur cette planète, nous avons besoin d'une coopération et d'une planification internationales !

● *C'est seulement par la révolution ouvrière que la paix peut être assurée !* L'OTAN est une alliance bardée d'armes pour la guerre contre l'Union soviétique. La RFA accepte une RDA « neutre » exactement comme Hitler a accepté une « Rhénanie neutre ». Le rêve de « coexistence pacifique » de Gorbatchev avec un Quatrième Reich est aussi illusoire et dangereux que le pacte de Staline avec Hitler. Imaginez si Hitler avait eu des bombes atomiques ! La défense de l'Union soviétique commence sur l'Elbe !

● *Pour la révolution politique prolétarienne !* Pour un véritable socialisme et pour une rupture conséquente avec le système stalinien-bureaucratique ! Citoyens de la République démocratique allemande : il y a beaucoup de choses en RDA dont vous pouvez être fiers. Ne jetez pas le bon avec le mauvais !

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » Pour nous ce n'est pas seulement un mot d'ordre, mais un programme d'action pour une division internationale du travail rationnellement planifiée, contrôlée par les ouvriers organisés dans des conseils. Ce programme d'internationalisme prolétarien est la bannière du Parti ouvrier spartakiste d'Allemagne, section de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste).

LE PROGRAMME DE LUTTE DES SPARTAKISTES

● *Pour des grèves et des occupations d'usines - Stoppons la prise de contrôle capitaliste de nos usines !* Nous avons besoin d'organisations ouvrières de défense pour défendre ces actions combatives ! Contre la campagne de déstabilisation impérialiste : construisons des conseils d'ouvriers et de soldats pour défendre notre économie collectivisée !

● *Combattons l'Anschluss du deutsche mark !* Pour le droit à un travail pour tous ! Défendons notre logement à loyer bas ! Ne soyez pas dupes de l'escroquerie capitaliste d'une « économie de marché sociale » ou du mensonge de « l'économie de marché socialiste » ! La concurrence du marché entre des usines indépendantes, autofinancées signifie nécessairement - et dans une mesure de plus en plus grande - inégalité, fermetures d'usines et chômage, déformations monopolistes et abus.

Votez pour les « trois L » : Lénine, Liebknecht, Luxemburg !

Votez pour le Parti ouvrier spartakiste d'Allemagne !

Vous voterez pour un parti des ouvriers révolutionnaires des deux Allemagne, dans la tradition internationaliste de Lénine et Trotsky.

Nous luttons pour la défense de la RDA qui mènera à une Allemagne rouge des conseils dans une Europe socialiste !

Meeting-débat de la Ligue trotskyste

**Gorbatchev cède sur le Quatrième Reich
Non à l'Anschluss capitaliste contre l'Allemagne de l'Est!**

De retour de la RDA

La campagne spartakiste dans les élections

A Paris, le vendredi 23 mars à 20 h
LSC, 69 ter, rue de la Chapelle
Métro : Porte de la Chapelle

Pour tout contact : Le Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris cedex 10 - Tél : (1) 42 08 01 49

L'Allemagne divise la LCR

Le centriste Mandel face aux inconditionnels de la réunification contre-révolutionnaire

17 mars - Depuis 1948, l'Allemagne constitue un phénomène historique rare : une nation coupée en deux par une division de classes coïncidant avec une frontière physique. En République fédérale allemande (RFA), c'est le règne du profit. En République démocratique allemande (RDA), il n'y a pas de propriété privée des moyens de production - l'économie est collectivisée. Comme dans le reste de l'Europe de l'Est où l'Armée soviétique, victorieuse du nazisme, a balayé les régimes bourgeois pro-hitlériens, le renversement du capitalisme en RDA a été une mesure bureaucratique et défensive prise par Staline qui craignait une invasion impérialiste au début de la Guerre froide. Cette mesure a néanmoins arraché au marché mondial impérialiste un tiers de la nation capitaliste la plus puissante en Europe et apporté des avantages sociaux significatifs à la population ouvrière est-allemande. Le renversement du capitalisme en Pologne a aussi arraché une région considérable des griffes des impérialistes allemands.

Etant donné la politique économique nationaliste, si ce n'est autarcique, menée par tous les régimes staliniens d'Europe de l'Est, les avantages économiques résultant de ces bouleversements sociaux ont été plus limités que s'il y avait eu intégration économique planifiée de tous ces pays où le capitalisme a été aboli. Le poids mort que constitue une bureaucratie étouffante qui, comme en URSS, obstrue tous les pores de la société, devait inévitablement susciter dans la classe ouvrière des mouvements antibureaucratiques. Pour instaurer le pouvoir des conseils ouvriers, une révolution politique prolétarienne était dès lors nécessaire. En 1953, une révolution politique embryonnaire en RDA a été mise en échec par les troupes soviétiques qui, en 1956, ont aussi écrasé le soulèvement ouvrier en Hongrie.

Lorsque Mikhaïl Gorbatchev a fait clairement savoir qu'il n'utiliserait pas les troupes soviétiques pour soutenir les régimes honnis d'Europe de l'Est contre des mobilisations populaires démocratiques, il a porté un coup fatal à tous les régimes staliniens de la région. Le régime stalinien dur d'Erich Honecker est tombé en novembre dernier face à des manifestations de masse. Une révolution politique commençait en RDA, même si manquait le facteur crucial que représente la participation de la classe ouvrière organisée. Mais, quand le nouveau gouvernement stalinien a ouvert le Mur de Berlin et commencé des négociations avec l'opposition de la « Table ronde » (rassemblant à la fois des éléments consciemment pro-capitalistes et des éléments se proclamant de gauche), la bourgeoisie allemande est elle aussi entrée en action. La bureaucratie dirigeante, qui a peur et qui désespère du prolétariat, a été réduite à l'impuissance face à l'assaut impérialiste, et elle a commencé à s'écrouler.

Le 3 janvier, le Parti d'unité socialiste (SED - le parti stalinien rebaptisé depuis « Parti du socialisme démocratique ») a soutenu une manifestation organisée contre la profanation par les

fascistes d'un mémorial aux soldats soviétiques tombés pendant la Deuxième Guerre mondiale en libérant l'Allemagne du joug de Hitler ; cette manifestation a mobilisé plus de 250 000 personnes à Treptower Park à Berlin-Est (cf. *le Bolchévik* n° 98, janvier). Le spectacle de cette imposante manifestation pro-soviétique, ouvrière et antifasciste a rendu la bourgeoisie hystérique. A l'Ouest, les médias vociféraient que cette menace fasciste était entièrement l'invention des dirigeants staliniens qui essaient de se « réhabiliter ». Ils exigèrent que les staliniens désavouent les trotskystes qui ont été à l'initiative de la manifestation, les Spartakist-Gruppen et la Troztkistische Liga Deutschlands (qui ont fusionné, plus tard, pour former le Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands) pour avoir lancé l'avertissement, dans leur appel à

tion, la totale banqueroute historique du stalinisme n'a jamais été plus claire. Il reste encore à la classe ouvrière de la RDA, inquiète pour l'avenir économique, à s'engager dans une lutte qui permettra aux différents partis ouvriers antistaliniens de se battre politiquement pour en prendre la direction dans le feu de l'action. Les élections du 18 mars sont devenues un plébiscite déformé sur l'existence future de la RDA. Le Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands (SpAD, section de la Ligue communiste internationale - LCI) se présente à ces élections sur un programme clair qui dit *non* à la réunification capitaliste ; il lutte afin de rassembler la classe ouvrière et ses alliés dans le combat pour instaurer un régime révolutionnaire, égalitariste et internationaliste des conseils ouvriers, non seulement en RDA mais dans toute l'Allemagne, dans

de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), la section phare du SU, a révélé trois positions différentes sur l'Allemagne ; cette controverse a été rendue publique dans les colonnes de *Rouge* et de *Critique communiste* peu de temps après. Les documents publiés ne dévoilent sans doute qu'une partie des manœuvres fractionnelles mesquines et des appétits suivistes qu'on trouve habituellement derrière les luttes programmatiques dans le SU ; néanmoins, il apparaît clairement qu'une partie de l'organisation est ouvertement passée, au nom de la solution de la « question nationale » allemande, du côté de la contre-révolution « démocratique » dont le SPD est l'organisateur principal. Avec le SU qui aujourd'hui salue tout mouvement nationaliste antisoviétique au sein des minorités de l'URSS et qui prévoit de tenir une conférence inter-



Spartakist



ABZ

La banderole spartakiste au rassemblement commémorant la mort de Luxemburg et Liebknecht, le 14 janvier à Berlin : « Des dogues sanguinaires Noske/Ebert/Scheidemann à Brandt/Lafontaine : la social-démocratie est le cheval de Troie de la contre-révolution ! » A droite, Scheidemann, Noske et Ebert.

la manifestation, que les sociaux-démocrates allemands (SPD) étaient le cheval de Troie de la contre-révolution. Cette offensive impérialiste a accéléré encore la désintégration du SED-PDS.

Avec les élections en RDA appelées pour le mois de mai (la date a été plus tard avancée au 18 mars), les impérialistes ont lancé une puissante campagne de déstabilisation et de chantage économique contre la RDA - une campagne plus puissante encore que celle montée contre le régime chilien d'Allende, au début des années 1970. Alors que les chrétiens-démocrates et le SPD ont envoyé un flot incessant d'organiseurs, de photocopieurs et de deutsche marks, la bourgeoisie a utilisé aussi la terreur extra-parlementaire. Dans les manifestations de rue, on entend de plus en plus crier « Les rouges dehors ! » et, récemment, des fascistes ont commencé à attaquer des manifestants de gauche. Avec les impérialistes pénétrant par tous les fronts, poussant à des absorptions industrielles et précipitant la RDA vers l'unification et la restauration capitalistes, la question de la contre-révolution est aujourd'hui posée à brûle-pourpoint en RDA.

Avec Gorbatchev qui donne le feu vert à la réunification allemande et le gouvernement est-allemand de Modrow qui présente son propre plan d'unifica-

tion, la totale banqueroute historique du stalinisme n'a jamais été plus claire.

L'alternative est entre la révolution politique - où les conseils ouvriers victorieux en appelleraient à un soutien immédiat de leurs frères de classe en Allemagne de l'Ouest et ailleurs - et la contre-révolution capitaliste. Ce qui est en jeu, ce ne sont pas simplement les avantages sociaux et les conditions de travail de la population en RDA. Les travailleurs du monde entier ont beaucoup à craindre d'une Allemagne impérialiste réunifiée. Une absorption capitaliste de la RDA doterait la bourgeoisie allemande d'une base économique significative pour pénétrer les autres Etats ouvriers déformés, aggravant les rivalités inter-impérialistes mais également renforçant les forces du revanchisme impérialiste qui voient dans la campagne de déstabilisation en RDA une répétition générale de la campagne contre l'URSS elle-même.

Vu l'importance des événements en Allemagne de l'Est, nous n'avons pas été surpris de trouver, au moment où le Mur de Berlin est tombé, des fractions du si mal nommé Secrétariat « unifié » (SU) d'Ernest Mandel des deux côtés de la barricade, comme ce fut le cas en 1975 lors de la situation prérévolutionnaire au Portugal. La réunion des 16 et 17 décembre dernier du comité central

nationale pour discuter la question russe, la feuille de vigne de leur soi-disant trotskysme devient transparente.

UNE ALLEMAGNE CAPITALISTE OU...

La motion de la fraction Filoche, représentant apparemment un quart du CC de la LCR (11 votes sur 43 des votes exprimés), se résume en deux phrases clés : « *Le droit à l'unité allemande est inconditionnel [...]* » et « *On ne peut endiguer une réunification bourgeoise par une inflation de préconditions* ». Depuis plus de dix ans, Filoche est l'agent d'influence du programme lambertiste, réformiste et stalinophobe dans la LCR. Les lambertistes sont depuis longtemps pour la réunification inconditionnelle, laquelle serait concrètement réalisée par le SPD. Aujourd'hui, ceci se traduit dans les faits, par exemple, par les partisans du SPD qui ont tabassé des militants de gauche à Neubrandenburg le 1^{er} mars après un rassemblement du SPD.

La fraction Filoche fait de la « question nationale » la question dominante dans une nation divisée seulement par la question de classes. Nous avons appelé depuis longtemps à la réunification de l'Allemagne sur la base

Mandel...

Suite de la page 5

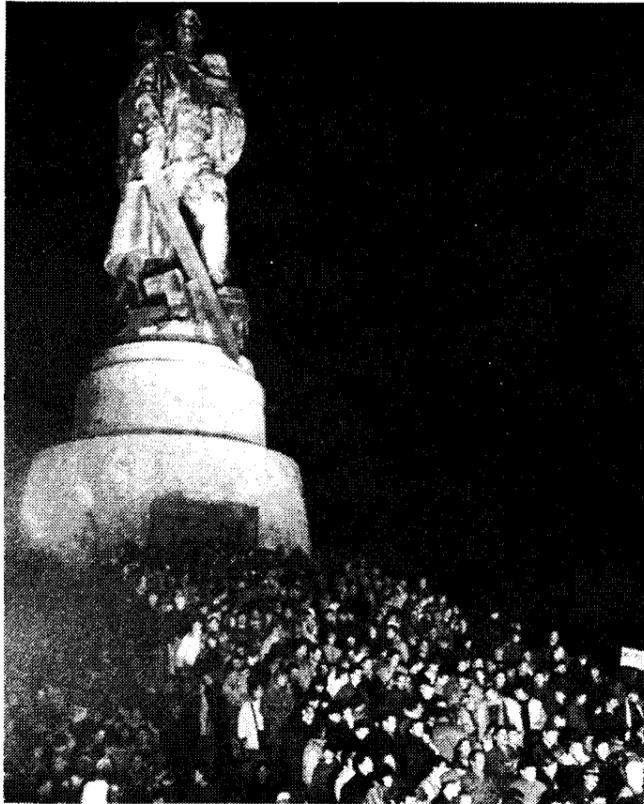
révolutionnaire d'une révolution politique en RDA et d'une révolution sociale en RFA. Et c'est parce que nous avons ce programme pour l'Allemagne que le SpAD est un parti organisé dans toute l'Allemagne. Mais quand aujourd'hui, avec les menées impérialistes, la minorité de la LCR se prosterne devant le « droit » inconditionnel à l'unification pour la nation allemande, elle soutient la contre-révolution en RDA. Ses documents ne le nient même pas : « *Mettre le socialisme comme condition à l'unité allemande, ce serait renoncer à se faire entendre de ceux qui sont pour l'unification mais qui rejettent le socialisme à cause de la caricature qu'ils en connaissent.* » (Critique communiste n° 92, janvier).

Mais qui sont « ceux qui sont pour l'unification » et que révoquent la « caricature » du socialisme en RDA ? Peut-être les réactionnaires et les skin-heads fascistes qui font la chasse aux militants de gauche dans les rues de Leipzig aux cris de « canailles de rouges » et qui ont fait du centre de la ville une « zone sans immigrés » à coups d'attaque raciste ? En 1914, on appelait le SPD les « socialistes du Kaiser », le Kaiser qui avait déclaré qu'il ne connaissait ni classes ni partis, mais seulement des Allemands. N'est-ce pas une bonne description des partisans des droits nationaux « inconditionnels » de l'Allemagne ?

Aucune rhétorique sur « C'est la lutte qui décidera » et aucun mot d'ordre du genre « Allemagne unie et socialiste » ne peuvent dissimuler ce qu'est l'essence de la position de la minorité. Mais cette position a maintenant été reprise par Socialist Action, une des trois sections et demie du SU aux Etats-Unis, dans le numéro de février de son journal, et nous pouvons nous attendre à ce qu'elle trouve des partisans dans d'autres sections du SU.

La minorité Filoche n'est pas la seule à chercher à mettre le SU à la direction d'une lutte « nationale » allemande contre-révolutionnaire. La troisième tendance d'Hélène Viken et François Dietrich évite allègrement le danger impérialiste : « *Il ne s'agit pas de savoir si nous sommes pour la "réunification" tout de suite, donc si nous acceptons de fait le plan Kohl* » (Ibid.) ! Dans le plus pur style benêt, habituellement associé aux crypto-capitalistes d'Etat de Lutte ouvrière, ils offrent aux travailleurs allemands la nébuleuse promesse d'un monde sans classes : « *Il s'agit de dire tout de suite que nous sommes pour la réunification, la seule qui vaille : celle où les travailleurs allemands seront maîtres de leur destin, en fraternité avec les autres peuples d'Europe* » (Ibid.) Mais le « programme » explicitement capitaliste d'Etat des Viken et Dietrich, qui renvoient dos à dos les bureaucrates et les capitalistes, leur permet de soutenir sans regret aucun la perspective d'une contre-révolution capitaliste en RDA : « *Nous récusons fermement l'existence de prétendus acquis fondamentaux qui confèreraient une supériorité quelconque aux régimes stalinien par rapport à l'ensemble du système capitaliste [...]. Une unification même aux conditions de l'Allemagne de l'Ouest ne conduirait pas à la paupérisation absolue mais plus classiquement à une extension à la RDA de la situation moyenne de la classe ouvrière en RFA* » (Rouge n° 1381, 21 décembre 1989).

Les réformistes sociaux-démocrates de la fédération syndicale ouest-allemande, la DGB, n'encouragent aucunement de telles illusions sur la vraie signification de la réintroduction du capitalisme. Ils viennent de signer une déclaration commune avec la fédération des patrons ouest-allemands à Düsseldorf qui affirme que la RDA serait une



Manifestation de front unique antifasciste et prosoviétique à Treptower Park (Berlin-Est), le 3 janvier. Après cette mobilisation, les sociaux-démocrates et les capitalistes ont accéléré leur offensive de déstabilisation.

région de bas salaires, « *significativement en-dessous du niveau ouest-allemand* » jusqu'à ce que soient atteints les standards ouest-allemands de productivité. Et selon le chef de la DGB, cette « *période transitoire* » durera « *longtemps* ». Les Dietrich et Viken réussissent à être simultanément ignorants, autosatisfaits et cyniques. La réunification capitaliste ne signifie pas seulement de bas salaires. Elle signifie l'expulsion en masse des travailleurs cubains, mozambicains et vietnamiens. Elle signifie la destruction du système des crèches et le renvoi des femmes à l'esclavage du « *Kinder, Küche, Kirche* » (enfants, cuisine, Eglise). Elle signifie un chômage massif. Opel et Volkswagen sont en train de prendre le contrôle des usines automobiles du sud de la RDA. Il en résultera 90 000 licenciements – les deux tiers des ouvriers.

... LE SOCIALISME DANS UNE MOITIE DE PAYS ?

La motion proposée par la majorité Bensaïd-Ollivier-Picquet-Sitel à la réunion du CC de la LCR de décembre, laquelle est soutenue par le dirigeant du SU Ernest Mandel, proclame son opposition « *à toute unification capitaliste de l'Allemagne* » (Rouge n° 1381, 21 décembre 1989). Dans une brochure publiée en décembre (*Quand le stalinisme s'écroule*), Mandel fait quelques affirmations tout à fait catégoriques : « *Défendre aujourd'hui l'idée d'une réunification allemande inconditionnelle [...] serait une position totalement réactionnaire* », même si, plus tard, dans une réponse à Filoche, Mandel – inévitablement – se couvre politiquement en déclarant que « *si ces masses [de la RDA] devaient se prononcer en faveur d'une réunification capitaliste, nous respectons cette décision tout en la combattant politiquement* » (Rouge n° 1391, 8 mars). Mais, bien qu'il cherche ainsi à se couvrir, Mandel est apparemment vu par certains de ses collaborateurs complètement démoralisés comme un optimiste délirant qui vit dans les nuages, simplement pour avoir réaffirmé, à propos de la situation en RDA, certains points anticapitalistes élémentaires.

Cependant, la motion de la majorité de la LCR ne s'oppose pas à la réunification capitaliste de l'Allemagne du point de vue de l'internationalisme révolutionnaire, ni sur la base que la défense inconditionnelle de la propriété collectivisée contre la restauration capitaliste est un principe ; elle s'oppose sur la base de l'esprit de clocher est-allemand le plus grossier : « *L'existence de deux systèmes sociaux différents en RFA et en RDA, le développement, à l'Est, d'une dynamique ré-*

volutionnaire désynchronisée par rapport à la situation ouest-allemande, la nécessaire résistance aux manœuvres impérialistes de la RFA, exigent de garantir le droit aux Allemands de l'Est de choisir souverainement leur avenir » (Rouge n° 1381, 21 décembre 1989). Dans sa réponse à Filoche, Mandel se fait l'écho de cette position : « *[...] en défendant aujourd'hui la souveraineté des masses populaires de la RDA pour qu'elles décident seules de leur sort, tout en s'adressant aux travailleurs(euses) de la RFA pour les appuyer et les suivre dans le cadre d'une unification socialiste de l'Allemagne* » (Rouge n° 1391, 8 mars).

L'esprit de clocher et le nationalisme est-allemands ont été entretenus par la bureaucratie stalinienne en RDA au nom de la *construction du socialisme dans un seul (demi) pays*. Cherchant, avec une grossièreté toute bureaucratique, à contrecarrer l'effet attractif de la nouvelle Ostpolitik des sociaux-démocrates ouest-allemands, le SED a adopté dans les années 1970 la position selon laquelle il n'existait pas une nation allemande et que la RDA était la seule expression de la culture prolétarienne allemande qui avait toujours existé (*The GDR, Moscow's German Ally*, David Childs). Il y a, aujourd'hui encore, plus que des vestiges de cette conscience, et c'est un des facteurs de la démoralisation des travailleurs, de leur passivité et de leur tendance à se tourner de nouveau vers le SED-PDS discrédité. Mais l'« antibureaucratisme » de Mandel peut fort bien intégrer ce dogme stalinien fondamental, et les mandéliens est-allemands ont mis les points sur les



i. Winnifred Wolf, un des principaux théoriciens mandéliens allemands, déclare qu'« *il n'y a aucun cadre, aucun moment, aucun rapport de force qui permette de considérer une telle revendication [la "réunification sur une base exclusivement socialiste"] autrement que comme réactionnaire* » (Supplément à Beilage, 28 décembre 1989).

LA REVOLUTION DESARMEE DE MANDEL

Mandel affirme qu'une révolution politique victorieuse en RDA ou en Tchécoslovaquie aujourd'hui devrait réduire « *radicalement les dépenses militaires, voire supprimer carrément l'armée permanente (il n'y a rien de "révisionniste" dans cette proposition. Lénine a défini le véritable pouvoir des soviets comme un pouvoir sans bureaucratie, sans police, sans armée permanente) [...]* » (*Quand le stalinisme s'écroule*). C'est un programme qui ne peut aider que ceux qui veulent détruire la RDA. Et lors d'un meeting, le 11 décembre dernier à Paris, Mandel expliquait qu'il s'agissait là du moyen le plus efficace pour... effrayer la bourgeoisie ! Mandel veut le désarmement unilatéral du camp qu'il prétend défendre. Les plans de « désarmement » sont une supercherie impérialiste, mais Mandel argumente depuis longtemps, en accord avec Gorbatchev, que la seule existence des armes nucléaires rend une guerre majeure impossible ; dans son ouvrage *Où va l'URSS de Gorbatchev*, il n'envisage pas que la perestroïka pourrait conduire à la restauration capitaliste et au démembrement de l'URSS. Son programme pour le désarmement de « *la révolution politique victorieuse en RDA et en Tchécoslovaquie* » a beaucoup plus à voir avec flatter les illusions de l'intelligentsia gorbatchévienne en Europe de l'Est – qui désespère de la révolution prolétarienne à l'Ouest et est défaitiste face à l'impérialisme mondial – qu'avec l'internationalisme révolutionnaire de Lénine et Trotsky.

Heureusement pour la Révolution russe, qui avait à se défendre contre quatorze armées impérialistes différentes qui cherchaient à aider les Blancs dans la guerre civile, Lénine n'avait pas la politique que Mandel lui attribue ; quant à Trotsky, il a construit l'Armée rouge. Dans *Arprekorr* du 20 mars, le SpAD a énoncé la seule politique révolutionnaire sérieuse à l'égard des armées des Etats ouvriers dégénéré et déformés, en appelant à ce que « *des conseils de soldats élus démocratiquement soient organisés dans toute la NVA [Nationale Volksarmee], qui s'engagent à défendre avec vigilance la RDA contre l'impérialisme, à créer une force militaire prolétarienne puissante dans laquelle les grades et les privilèges auront été abolis. Nous sommes d'accord avec Lénine qui prévoyait une*



Le SU de Mandel a été, dès le début, parmi les plus chauds partisans des pro-capitalistes de Solidarnosc. Aujourd'hui, ils passent cyniquement ce soutien sous silence.

milice ouvrière armée, quoique dans la situation actuelle, faisant face à des armées impérialistes puissamment équipées, nous ne pouvons nous passer d'une armée permanente.»

Mandel déclare que, contre la réunification capitaliste, « le mouvement ouvrier allemand et international a tout intérêt à opposer ses propres conditions de classe. Unification de l'Allemagne ? Bien sûr. Mais à condition que l'Allemagne unifiée sorte de l'OTAN. Que les troupes étrangères se retirent préalablement de toute l'Allemagne. Que la Bundeswehr soit réduite à la portion congrue. Que l'appareil et la législation de répression soient démantelés. Que les salaires en RDA soient rapidement adaptés à ceux de la RFA par des dons sans conditions, en compensation du fait que les masses de la RDA ont dû payer les réparations de guerre de toute l'Allemagne à l'URSS pour réparer les destructions horribles de la guerre d'Hitler [...]. Que les délégations syndicales des branches d'industries ou "joint ventures" se consultent immédiatement et en permanence en RFA et en RDA et acquièrent un droit de veto sur les licenciements et les fermetures d'entreprises », etc., etc. (Quand le stalinisme s'écroule).

Contrairement à ce que prétend Mandel, ce n'est pas là une série de « revendications transitoires bien précises et percutantes » (Ibid.) La revendication concernant la Bundeswehr relève du pacifisme social-chauvin ; nous nous battons, avec Liebknecht, pour « pas un sou, pas un homme pour l'armée impérialiste ». La dernière des « conditions » avancées ci-dessus accepte comme un fait accompli – et déjà en décembre dernier, au moment où Mandel a publié sa brochure – le rachat des usines de la RDA ; de plus, elle renforce des illusions dans les organes de collaboration de classes que sont les conseils d'usine (Betriebsräte) qui sont en train d'être mis en place sous l'égide du SPD. Aujourd'hui, des luttes défensives sont effectivement à l'ordre du jour – pour sauvegarder le niveau de vie des habitants de la RDA, pour défendre les militants dans les usines face à la chasse aux sorcières anticommuniste, pour protéger les personnes âgées, les femmes, les enfants et les étrangers. Il faut se battre pour que les travailleurs de la RFA soutiennent et rejoignent des luttes ouvrières à l'Est. Mais les « conditions de classe » de Mandel sont un programme, qui plus est criminellement utopique, pour réformer le capitalisme en RFA, renforcer les illusions et désarmer les ouvriers en RDA face à la brutalité des revanchards.

LA OU LES FRACTIONS SE REJOIGNENT

Les divergences dans la LCR vont seulement jusqu'à un certain point. Toutes les fractions du SU font actuellement de la revendication du retrait

des troupes soviétiques d'« occupation » une pièce maîtresse de leur programme en Europe de l'Est. Le paragraphe suivant, tiré de l'article que Bensaïd, porte-parole de la majorité, a publié dans le numéro de janvier de Critique communiste, peut difficilement être distingué de la position de la minorité de Filoche : « Dans les premiers, donc en France, nous mettons l'accent sur le droit inconditionnel à l'autodétermination du peuple allemand, son droit de choisir librement de vivre s'il le veut dans un seul Etat. Pour y contribuer, nous luttons contre tout ce qui peut entraver l'exercice d'un tel droit : pour le retrait des troupes étrangères des deux parties de l'Allemagne, pour la suppression de tous les traités ou accords qui limitent la souveraineté allemande en accordant "un droit et des responsabilités" particulières aux puissances garantes. »

L'utilisation révisionniste par les trois fractions de la conception scientifique léniniste de la question nationale, leur présentation de l'« autodétermination » du point de vue du « peuple

l'autodétermination est subordonné à la question de classe. Mandel, en nette contradiction avec Lénine, déclare aujourd'hui que « le droit à l'autodétermination nationale est un droit inaliénable ». Il essaie de contrer, mollement, la ligne Filoche-Viken en affirmant que ce droit n'a « aucune priorité automatique par rapport aux autres droits démocratiques » et que « le droit à l'autodétermination politique, économique, social, culturel est plus large et prend la préséance sur le droit à l'autodétermination simplement nationale » (Quand le stalinisme s'écroule). Mais ce faisant, il transforme ainsi la défense des formes collectivisées de propriété en un simple... « droit démocratique » !

Mandel et Cie ne sont pas les premiers à poser ce qui est fondamentalement une question de classe dans les termes démocratiques bourgeois les plus philistins. Dans la Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky, Lénine polémique contre ce parrain politique de Mandel en ces termes : « La question de la dictature du prolétariat est

chisme impérialiste allemand ; c'est une chose sur laquelle même le premier ministre polonais du gouvernement virtuellement antirusse dominé par Solidarność, Tadeusz Mazowiecki, a fait montre de plus de bon sens que la direction du SU quand, récemment, il déclara que le pacte de Varsovie est « important pour la sécurité de nos frontières », demandant que les troupes soviétiques restent en Pologne jusqu'à ce que le « problème allemand » soit résolu. Pour quiconque n'est pas aveuglé, comme Mandel et les autres fractions du SU, par un antisoviétisme viscéral, il est évident que les 370 000 soldats du contingent soviétique stationné en RDA sont un facteur de stabilité qui empêche les forces grandissantes de la contre-révolution impérialiste de faire couler le sang.

L'apparition des positions ouvertement contre-révolutionnaires de Filoche et Viken-Dietrich dans une organisation révolutionnaire aurait provoqué une bataille politique aiguë avec à la clé une scission de l'organisation. Mais le SU de Mandel n'est pas une organisation révolutionnaire, mais une organisation centrisme, éclectique et frénétiquement impressionniste, dont les diverses sections ajustent librement, pour leurs raisons opportunistes locales, la ligne centrisme internationale. Au fil des années, le SU n'a guère fait preuve de constance politique. Dans les années 50, Mandel et son compère d'alors, Michel Pablo, prévoient des « siècles d'Etats ouvriers déformés » et argumentaient pour une liquidation prolongée des trotskystes dans les partis ouvriers réformistes (qu'ils soient staliniens ou sociaux-démocrates), et ils détruisirent la Quatrième Internationale. Lorsque les travailleurs de la RDA se sont soulevés en 1953, les pablo-mandéliens argumentaient pour une « réelle démocratisation des partis communistes » (la Vérité, 20 novembre-3 décembre 1953), c'est-à-dire l'autoréforme de la bureaucratie. Trois ans plus tard, ils se détournèrent des ouvriers hongrois qui s'étaient soulevés contre le pouvoir bureaucratique et sa police secrète haïe. A cette époque, ils écrivaient que l'absence d'une direction politique en Hongrie a « provoqué « exactement ces défauts et dangers » qui avaient été évités en Pologne « grâce au rôle de direction qu'a pu jouer le parti ouvrier, conquis, transformé par la tendance Gomulka » (Quatrième Internationale, vol. 14, n° 10-12, décembre 1956) ! Les années suivantes, Mandel a été un combattant – par personne interposée – de la guérilla paysanne et, entre autres avatars, un partisan de « l'université rouge ». A la fin des années 70, sous l'impact de la croisade impérialiste de guerre froide antisoviétique, Mandel a commencé, au nom de l'« antistalinisme », à accorder son soutien et celui de son organisation à toute opposition « démocratique » réactionnaire et pro-impérialiste dans les Etats ouvriers dégénéré et déformés.

LA POLOGNE A PAVE LA VOIE

Récemment, la revue mandélienne International Viewpoint est allée jusqu'à publier un article saluant la lutte armée des Frères de la forêt, des Estoniens pro-nazis, pendant la Deuxième Guerre mondiale (cf. le Bolchévik n° 96, octobre 1989).
Suite page 11



Der Spiegel

En 1953, après le soulèvement des ouvriers de la RDA contre le régime stalinien d'Ulbricht, Mandel préconisait une « réelle démocratisation des partis communistes ».

tout entier » – au-dessus des classes – comme si c'était un absolu moral éternel, leur sert à peine de feuille de vigne pour dissimuler l'antisoviétisme ouvert de leur appel au retrait des troupes soviétiques, mises scandaleusement sur le même plan que les armées impérialistes de l'OTAN de l'autre côté de la frontière.

En mai 1981, le SU, criant avec les loups, modifia sa ligne sur l'intervention soviétique en Afghanistan et appela au retrait de l'Armée rouge (juste après que le PCF eut retiré son soutien à la présence soviétique en Afghanistan afin d'obtenir quelques ministères de second ordre au sein du gouvernement Mitterrand) ; la résolution qu'il adopta déclara que « l'intervention et l'occupation par l'armée du Kremlin favorise la contre-révolution » (Inprecor n° 105, 6 juillet 1981). A l'époque, nous écrivions : « Le récent glissement de ligne pro-impérialiste sur l'Afghanistan est un grand pas dans la transformation des cadres du SU en de vulgaires sociaux-démocrates antisoviétiques, courtisans et prétendants à la succession des Mitterrand et Benn » (Spartacist n° 18-19, édition française, hiver 1981-82).

A cette époque aussi, le SU essaya de masquer sa capitulation aux sociaux-démocrates de guerre froide derrière un blabla sur l'« autodétermination » pour un Etat fait d'une myriade de nationalités et de groupes ethniques. Lénine insistait sur le fait que, même là où il s'applique, un droit démocratique comme le droit à

celle de l'attitude de l'Etat prolétarien à l'égard de l'Etat bourgeois, de la démocratie prolétarienne envers la démocratie bourgeoise.

« [...] On ne peut que sourire des efforts de Kautsky pour démontrer qu'il est des gens qui prêchent le "mépris de la démocratie" (p.11), etc. C'est par de pareilles futilités que Kautsky est amené à obscurcir, à embrouiller le problème, car il pose la question en libéral, traitant de la démocratie en général, et non de la démocratie bourgeoise [...]. »

« A moins de se moquer du sens commun et de l'histoire, il est clair que, tant qu'il existe des classes distinctes, on ne saurait parler "démocratie pure", mais seulement de démocratie de classe [...]. »

LES TROUPES SOVIÉTIQUES : UN REMPART CONTRE L'OTAN ET LA BUNDESWEHR

Nos camarades militant en Allemagne voient la présence de la garnison soviétique en RDA comme une courroie de transmission potentiellement puissante pour faire entrer de la propagande révolutionnaire en URSS elle-même (cf. « Salutations internationalistes à nos camarades soldats et officiers soviétiques ! », le Bolchévik n° 98, janvier) ; et, de la manifestation du 3 janvier à Treptower Park à notre dépôt de gerbe lors de la Journée de l'Armée rouge, le 23 février, nous avons souligné que les troupes soviétiques sont un rempart contre le revan-

LIGUE TROTSKYSTE DE FRANCE
tendance spartaciste internationale

LA GUERRE FROIDE
POUSSE LA LCR
ET LE SU
DANS LA
SOCIAL-DEMOCRATIE

documents
des opposés
trotskyistes
dans le GIM, l'IMG et la LCR

LE BOLCHEVIK N° 135-10
75463 PARIS CEDEX 10

Prix: 8F
Septembre 1989

Ecrire au « Bolchévik » :
B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10
15 F port inclus

POUR CONTACTER LA LTF

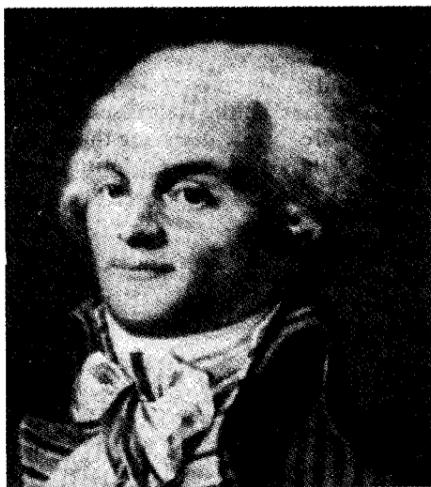
Paris	Le Bolchévik BP 135-10 75463 Paris Cedex 10 Tél: 42 08 01 49
Rouen	Spartacist BP 240 76003 Rouen Cedex Tél: 35 73 74 47
Lyon	Spartacist BP 7104 69353 Lyon Cedex 07

Nous reproduisons ci-dessous la seconde et dernière partie du rapport (revu et corrigé pour publication) qu'a présenté notre camarade Joseph Seymour, membre du comité central de la Spartacist League/US, le 22 juillet dernier lors de la Journée d'études que nous avons organisée à Paris à l'occasion du bicentenaire de la Révolution française. La première partie de ce rapport a été publiée dans le Bolchévik n° 97 (novembre-décembre 1989).

Le régime jacobin, dont l'existence a commencé avec la Journée du 2 juin 1793 et qui a été renversé avec la chute de Robespierre le 9 Thermidor, en juillet 1794, représentait à la fois le point culminant de la Révolution française et l'un des moments les plus extraordinaires de l'histoire du monde occidental. Depuis lors, pratiquement tous les conflits et les débats passionnés autour de la Révolution française ont été centrés précisément sur cette brève période. Depuis deux cents ans, les réactionnaires et les libéraux dénoncent dans la Terreur jacobine un grand crime contre l'humanité commis au nom de la révolution rouge. En même temps, le jeune Marx croyait que le régime jacobin représentait le règne politique du prolétariat. Dans cette conception erronée, il exprimait la vision de beaucoup des acteurs de la révolution elle-même.

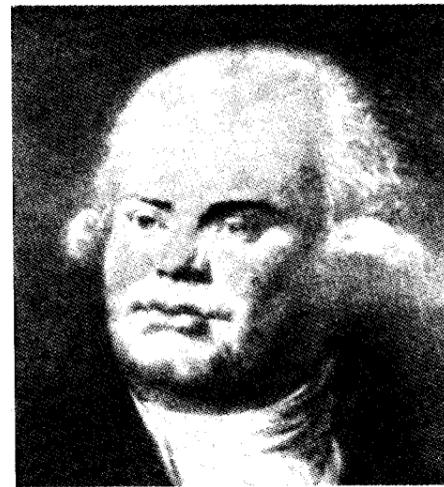
Après le renversement de la monarchie, les masses plébiennes parisiennes sont devenues de plus en plus radicales, en particulier parce que leur niveau de vie était érodé par l'inflation générée par la guerre. De plus en plus, les sans-culottes avançaient des revendications économiques qui allaient à l'encontre des intérêts et de la bourgeoisie et des couches supérieures de la petite-bourgeoisie. Ils exigeaient le contrôle des prix, des lois contre l'accaparement et la spéculation, et ces questions élargissaient la scission au sein de la bourgeoisie révolutionnaire qui gouvernait sur la base de la Convention. L'aile droite de la bourgeoisie révolutionnaire, les Girondins, s'opposait à ces revendications au nom de la politique économique du laisser-faire. L'aile gauche, les Montagnards – ceux que nous appelons aujourd'hui les Jacobins – étaient prêts à satisfaire partiellement ces revendications. C'est pourquoi les Girondins dénonçaient les Montagnards – les robespierristes – comme pratiquement des communistes. Le dirigeant girondin Brissot parlait des Montagnards en ces termes : « *Les désorganisateur sont ceux qui veulent tout niveler, les propriétés, l'aisance, le prix des denrées, les divers services à rendre à la société.* »

C'était une falsification démagogique, parce que les Montagnards n'étaient pas des niveleurs sociaux. En février 1793, les pauvres de Paris ont envahi de nombreuses boutiques, réquisitionnant le sucre et le savon et les payant à des prix très en-dessous de ceux pratiqués sur le marché. Cette action fut dénoncée, non seulement par les Girondins, mais également par les dirigeants montagnards Robespierre et Marat pour



Orbis-Bulloz

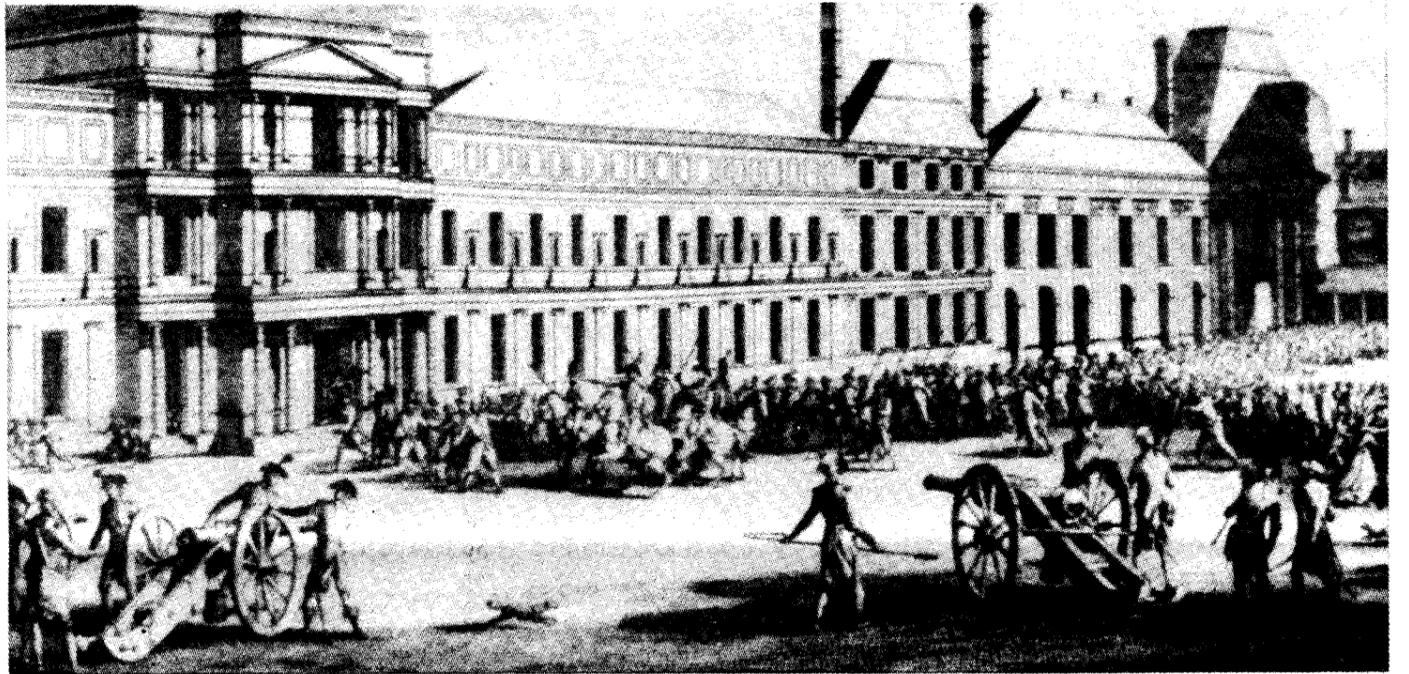
Maximilien Robespierre



Mansell-Bulloz

Georges Danton

EN DEFENSE DE LA REVOLUTION FRANCAISE



Bibliothèque de l'Institut d'histoire de la Révolution

Le soulèvement du 2 juin 1793 a porté les Jacobins au pouvoir. Quarante-vingt mille gardes nationaux entourèrent la Convention, exigeant qu'elle soit purgée de son aile droite girondine.

avoir troublé l'unité de la patrie française parce que pour eux les boutiquiers et les marchands faisaient aussi partie de la patrie.

Mais une telle opposition risquait de s'aliéner les sans-culottes et de les pousser dans une direction à la gauche des Jacobins, des militants tels que Jacques Roux et Pierre Varlet que les historiens ont appelés plus tard les Enragés. Ainsi, Robespierre et ses collègues décidèrent de se concilier, de coopter et d'utiliser le radicalisme sans-culotte au lieu de, simplement, s'y opposer. Et en effet, la direction des Montagnards a pris le pouvoir à travers la Journée du 2 juin, quand 80 000 gardes nationaux encerclèrent la Convention et exigèrent que soient purgés les dirigeants girondins.

Marx s'est trompé en croyant que cela marquait le début du règne politique du prolétariat, le prolétariat artisanal. Ce qui s'est réellement passé c'est que le prolétariat a imposé à la tête de la France un gouvernement d'une minorité révolutionnaire de la bourgeoisie. Mais dans la conception erronée de Marx, il y avait un fond important de vérité historique – à savoir que la Journée du 2 juin était le lointain ancêtre de la dictature du prolétariat parce qu'elle inspira le soulèvement du

prolétariat de Paris lors des Journées de Juin de la Révolution de 1848, un soulèvement que Marx considérait comme la première tentative d'établir la dictature du prolétariat. Et les Journées de Juin furent un des facteurs d'inspiration majeurs des soulèvements qui ont produit la Commune de Paris une génération plus tard.

Il est très significatif que même aujourd'hui le libéral François Furet situe le péché originel du jacobinisme dans sa prise du pouvoir à travers la violation de la souveraineté parlementaire. Ainsi, Furet et Richet écrivent dans leur livre *la Révolution française* : « [...] toute la révolution bourgeoise, même dans ses rêves démocratiques, reposait sur le dogme du système représentatif. [...] le 2 juin a porté un coup mortel au parlementarisme. » C'est l'une des rares occasions où je me trouve d'accord avec Furet, parce que 125 ans plus tard les répercussions de cette journée se sont faites sentir quand les bolchéviks ont dispersé l'Assemblée constituante au nom du pouvoir soviétique.

Cependant, la Journée du 2 juin a seulement créé un régime instable de la bourgeoisie révolutionnaire qui reposait sur des classes ayant des intérêts économiques fondamentalement différents et conflictuels. Alors que tous les événements spectaculaires de la Révolution française se sont produits dans les villes, principalement à Paris, la clef de la révolution est vraiment ce qui s'est passé dans les campagnes. Aussi longtemps que les paysans luttèrent encore pour abolir le système d'exploitation féodale, la Révolution française allait vers la gauche. Et une des premières lois adoptées par la Convention dominée par les Jacobins fut d'ordonner l'abolition de toutes les redevances féodales sans indemnisation aucune. Bien plus, ils ordonnèrent de brûler les titres féodaux.

Une fois que la paysannerie s'est sentie en sécurité en tant que petits propriétaires, ses intérêts économiques sont entrés évidemment en conflit avec ceux des classes populaires urbaines. Les paysans voulaient des prix élevés

pour les produits alimentaires, les classes populaires urbaines des prix bas. Par conséquent, durant la plus grande partie du régime jacobin, l'armée révolutionnaire avait comme tâche de collecter les blés auprès de la paysannerie à des prix en-dessous du prix naturel du marché. Cela ne rendit pas le régime de Robespierre très populaire dans les campagnes.

En même temps, la question des contrôles économiques divisait également les sans-culottes sur des lignes de classe. Evidemment, toutes les classes populaires parisiennes pouvaient être d'accord que les prix des blés devaient être bas. Mais ce qu'on appelait le « maximum général », le contrôle de tous les principaux prix et salaires, révélait les intérêts conflictuels entre les petits propriétaires – les boutiquiers et les maîtres artisans – et les salariés tels que les compagnons et les travailleurs journaliers. Pendant l'automne 1793, il y eut des conflits violents entre les femmes du marché des Halles qui haïssaient le contrôle des prix et la Société des femmes républicaines révolutionnaires, qui faisait partie du courant des Enragés et voulait un contrôle des prix plus effectif et plus rigoureux. La direction jacobine usa de ces conflits comme prétexte pour réprimer la Société des femmes républicaines révolutionnaires.

Les contradictions de classes de sa base politique expliquent les contradictions internes de l'idéologie jacobine. Dans pratiquement chaque discours et chaque écrit de Robespierre ou de Saint-Just sur la question de la propriété, chaque phrase contredit celle qui la précède et celle qui la suit. Par exemple, voilà ce que disait Robespierre au printemps de 1793 : « [...] il ne fallait pas une révolution sans doute pour apprendre à l'univers que l'extrême disproportion des fortunes est la source de bien des maux et de bien des crimes [...] » Cela sonne très bien. Toutefois, il poursuit : « [...] mais nous n'en sommes pas moins convaincus que l'égalité des biens est une chimère [...]. Il s'agit bien plus de rendre la pauvreté honora-

ble que de proscrire l'opulence. » Bon, même Chirac ou Raymond Barre pourraient être d'accord avec ça ! Robespierre déclare qu'il soutient le droit à la propriété, mais ensuite il le qualifie ainsi : « Il ne peut préjudicier ni à la sûreté, ni à la liberté, ni à l'existence, ni à la propriété de nos semblables. » C'est une qualification entièrement utopique.

Bien sûr, les contradictions de la bourgeoisie jacobine ou révolutionnaire n'existaient pas uniquement dans le royaume des idées. Elles existaient dans le royaume de la politique réelle, et sous les pressions des forces sociales conflictuelles la bourgeoisie jacobine a commencé à se déchirer en fractions implacablement hostiles. A droite, il y avait les Indulgents dirigés par Danton, qui voulaient négocier un compromis avec les forces de la contre-révolution – à la fois les royalistes étrangers et les contre-révolutionnaires de l'intérieur – et poursuivre une politique économique favorable à la paysannerie et à la bourgeoisie. A gauche, il y avait les Exagérés, dirigés par Hébert et Chaumette, qui voulaient une politique économique plus favorable aux sans-culottes. Robespierre et Saint-Just essayaient d'occuper le centre. Au printemps de 1794, le centre robespierriste détruisait physiquement les fractions jacobines de gauche et de droite, en exécutant leurs dirigeants. Cela réduisit inexorablement la base politique et sociale du régime jacobin dans son ensemble et jeta la base pour le renversement de Robespierre quelques mois plus tard.

Avant d'aborder la question de Thermidor et de ses lendemains, je voudrais aborder la question de ce qu'on appelle la Terreur, parce qu'elle constitue depuis 200 ans la principale cible des attaques à la fois des réactionnaires et des libéraux contre la Révolution française. Approximativement 16 000 personnes furent exécutées, et peut-être 20 000 autres tuées sans procès. Il est regrettable que l'image populaire de la Terreur se soit focalisée sur Paris – les exécutions de Marie-Antoinette, Danton, Hébert et Chaumette – parce que la Terreur à Paris a été atypique de la Terreur dans son ensemble et n'a représenté de plus qu'une faible proportion des personnes exécutées ou tuées – bien moins de 10 %.

Plus de 70 % des personnes qui ont été exécutées, et une proportion beaucoup plus grande des personnes qui ont été tuées sans procès, l'ont été dans seulement deux régions de France – les deux régions connaissant une guerre civile à grande échelle : la Vendée et la Gironde dans l'ouest de la France ; et Lyon et la basse vallée du Rhône. Dans la moitié des départements en France, il n'y a pas eu de Terreur, et pratiquement personne n'a été tué. Plus de 80 % des gens condamnés à mort avaient été pris se battant les armes à la main contre le gouvernement révolutionnaire. Ainsi, la Terreur était simplement le côté révolutionnaire dans une guerre civile où aucun des camps ne faisait de quartier ou ne prenait de prisonniers.

Nous, Américains, avons connu une Guerre civile encore plus sanglante que celle de la Révolution française. Durant cette Guerre civile, le général nordiste William Sherman a ravagé l'Etat de Georgie et a détruit par le feu les maisons des maîtres d'esclaves. Pour cela, il fut accusé d'être un barbare, un Attila moderne. Sherman répliqua : « Si des personnes poussent des hurlements contre ma barbarie et ma cruauté, je répondrai que la guerre c'est la guerre et non un concours de popularité. S'ils veulent la paix, eux et leurs proches doivent arrêter la guerre. »

Je veux insister sur le fait que la Terreur jacobine n'avait rien à voir avec le contrôle de pensée totalitaire ou l'Union soviétique de Staline. Si vous lisez les lettres et les journaux de

soldats de l'armée révolutionnaire, ils se plaignent sans cesse des royalistes et des contre-révolutionnaires qui les insultent, et des servantes d'auberge qui déclarent ouvertement leur sympathie pour la contre-révolution sans aucune crainte de représailles.

Il y a une autre question importante et c'est une question d'échelle. La dernière guerre majeure dans l'Europe de l'Ancien Régime avant la Révolution française a été la Guerre de Sept Ans, de 1756 à 1763. Dans cette guerre, la Prusse de Frédéric le Grand était opposée à une coalition européenne réunissant l'Autriche, la Russie, la France et d'autres puissances européennes. Durant cette guerre, 100 000 Prussiens furent tués, non seulement des soldats mais aussi des civils. Comme l'armée prussienne était une machine à tuer très efficace, elle a tué à peu près 200 000 Allemands non prussiens, des Russes et d'autres. Cette guerre s'est terminée sans vainqueur ni vaincu. Le traité qui a mis fin à cette guerre a simplement réaffirmé les frontières d'avant-guerre de tous les belligérants. En d'autres termes, une génération avant la Révolution française, 300 000 personnes ont été tuées – dix fois plus que de personnes exécutées par la Terreur jacobine – absolument pour rien, pour aucun acquis politique ou social. Malgré cela, Frédéric le Grand est aujourd'hui universellement honoré, y compris par les staliens est-allemands, alors que Robespierre est vilipendé comme un monstre assoiffé de sang.

En six heures de n'importe quelle grande bataille de Napoléon – Eylau, Austerlitz, Borodino – plus de personnes furent tuées qu'en furent exécutées pendant tout le soi-disant Règne de la Terreur. Durant la Première Guerre mondiale, 2 700 soldats français ont été exécutés par le gouvernement français pour refus de se battre, pour désertion et pour mutinerie. Cela faisait



La Convention, le 9 Thermidor An II (27 juillet 1794) : la chute de Robespierre

plus que le nombre total des personnes exécutées à Paris sous les Jacobins. En d'autres termes, le gouvernement de Pétain, de Foch et de Clemenceau a exécuté plus de soldats français que le gouvernement de Robespierre n'a exécuté de gens à Paris pendant toute la période de la Terreur. Cependant, ce crime de la bourgeoisie française est aujourd'hui pratiquement inconnu. Ainsi, tout ce scandale fait autour de la Terreur n'a rien à voir avec des considérations d'humanité et est entièrement motivé par l'hostilité à la révolution sociale radicale.

La bourgeoisie française était prête à accepter le règne exceptionnel de Robespierre – la dictature jacobine – seulement aussi longtemps qu'il était nécessaire pour vaincre les forces de la contre-révolution. En juin 1794, les armées révolutionnaires françaises ont remporté une victoire décisive sur les Habsbourg à Fleurus en Belgique. Un mois plus tard, le 27 juillet (9 Thermi-



A. Mondadori

La Conspiration des Egaux, dirigée par Gracchus Babeuf, appelait à l'insurrection contre la réaction thermidorienne.

dor selon le calendrier révolutionnaire), toutes les diverses fractions de la bourgeoisie révolutionnaire se rassemblaient et renversaient Robespierre.

L'HERITAGE DE BABEUF

Au début, Thermidor était apparemment bien accueilli par la plupart des couches de la société française, y compris les sans-culottes. Et ici, la réaction de Babeuf est extrêmement intéressante. Babeuf lui-même avait été associé de façon distante avec les Jacobins de gauche comme Chaumette, procureur de la Commune de Paris. Cependant, il était en prison, en province, durant les derniers mois du régime jacobin. Il a été libéré quelques jours avant la chute de Robespierre. Il était au début un propagandiste et un partisan ardent des Thermidoriens, en

lesquels il voyait l'ouverture d'une période nouvelle de liberté politique et de démocratie.

Cependant, après quelques mois, il était devenu clair que l'abolition des contrôles économiques réduisait le prolétariat de Paris à une misère extrême, que les militants sans-culottes étaient persécutés et que la bourgeoisie thermidorienne étouffait la démocratie des sections parisiennes beaucoup plus profondément et brutalement que Robespierre ne l'avait fait. Ainsi, Babeuf changea sa position et reconnut que Thermidor avait été une réaction bourgeoise habillée dans le langage des principes libéraux. Mais il a fait plus que cela. Il a reconnu aussi qu'il n'était pas suffisant d'essayer de dérouler le calendrier à l'envers pour revenir à l'avant-Thermidor.

Il reconnut que la division fondamentale ne passait plus entre l'aristocratie et les patriotes, entre les royalistes et les républicains – que la

LE COMITÉ INSURRECTEUR DE
SALUT PUBLIC, AU PEUPLE.

Acte d'Insurrection.

ÉGALITÉ, LIBERTÉ,
BONHEUR COMMUN.

DES Démocrates Français, considérant que l'oppression et la misère du Peuple sont à leur comble, que cet état de tyrannie et de malheur est du fait du gouvernement actuel ;

Considérant que les nombreux forfaits des gouvernants ont excité contre eux les plaintes journalières et toujours inutiles des gouvernés ;

Considérant que la constitution du Peuple, jurée en 1795, fut reniée par lui sous la garde de toutes les vertus ;

Qu'en conséquence ; lorsque le Peuple entier a perdu tous ses moyens de garantie contre le despotisme, c'est aux vertus les plus courageuses, les plus intrépides, à prendre l'initiative de l'insurrection, et à diriger l'affranchissement de la masse ;

Considérant que les Droits de l'Homme, reconnus à la même époque, tracent au Peuple entier, ou à chacune de ses portions, comme

division fondamentale passait entre les riches et les pauvres, entre les exploités et les exploités. Il n'était plus suffisant d'essayer de réinstaurer les différents contrôles économiques de l'An II. Par conséquent, le règne de l'égalité n'était possible que sous ce qu'il a appelé le bonheur commun – c'est-à-dire une forme rudimentaire de communisme de répartition, dans lequel tout un chacun devrait travailler, entreposant ses produits dans un dépôt à partir duquel ils seraient distribués, de manière égalitaire, entre tous les citoyens.

Le changement d'attitude de Babeuf vis-à-vis du régime de Robespierre n'était pas simplement une réaction individuelle. Avec l'approfondissement de la réaction thermidorienne, beaucoup de militants sans-culottes commençaient à considérer le régime de Robespierre comme une espèce d'âge d'or où le pain était bon marché et l'homme pauvre pouvait s'exprimer à sa guise. Babeuf, Buonarroti et leurs collègues associaient par conséquent leur programme de communisme au vieux régime de Robespierre.

Cela provoqua un débat très intéressant au sein du mouvement babouviste. L'un de ses organisateurs, Joseph Bodson, un vieil hébertiste refusait d'associer le bonheur commun à Robespierre qui, soutenait-il, avait détruit beaucoup de bons révolutionnaires. Babeuf lui répondit dans une lettre qui démontre une considérable perspicacité politique et qui nous donne aussi une vision pénétrante de pourquoi, même aujourd'hui, Robespierre est tellement vilipendé par l'opinion publique bourgeoise : « Le robespierrisme est dans toute la République, dans toute la classe judiciaire et clairvoyante, et naturellement dans tout le peuple. La raison en est simple, c'est que le robespierrisme est la démocratie, et ces deux mots sont parfaitement identiques : donc en relevant le robespierrisme, vous êtes sûrs de relever la démocratie. »

Ainsi, juste quelques années après sa chute, Robespierre était devenu un symbole de la démocratie radicale et de l'égalité transcendant l'expérience réelle du régime jacobin.

La Conspiration des Egaux de Babeuf a été facilement réprimée par la bourgeoisie thermidorienne et, quelques années plus tard, elle a été largement un incident oublié. Il n'en reste pas moins qu'elle eut une importance mondiale, qui en quelque sorte est égale à n'importe quelle autre réalisation de la Révolution française. Ainsi, Trotsky dans le Manifeste de l'Internationale communiste affirme que « [...] nous nous considérons, nous communistes, rassemblés dans la III^e Internationale, comme les continuateurs directs des efforts héroïques et du martyre de toute une longue série

Suite page 10

Révolution française...

Suite de la page 9

de générations révolutionnaires, depuis Babeuf jusqu'à Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg. » Et les communistes de la génération de Marx et d'Engels voyaient dans Babeuf le continuateur des principes de la Révolution française. Ainsi, Engels écrivait en 1845 que « la conspiration pour l'égalité de Babeuf révélait les conséquences finales de la démocratie de 93 - dans la mesure où celles-ci étaient possibles en ce temps-là. »

LA REVOLUTION FRANCAISE ET LA REACTION BOURGEOISE

Comment se fait-il qu'une extension d'extrême gauche du jacobinisme, un mouvement qui n'a eu pratiquement aucun impact en son temps, en soit venue à être vue par les générations futures comme le continuateur légitime de la grande Révolution française? La réponse réside dans le fait que la plus grande partie de la bourgeoisie jacobine de 1793 est devenue la bourgeoisie bonapartiste une décennie plus tard, et que pratiquement tous les cadres jacobins qui sont restés politiquement actifs se sont intégrés dans la bureaucratie bonapartiste. Les autres ont simplement abandonné la politique.

Les principes de la démocratie révolutionnaire inscrits dans la constitution jacobine de 1793 n'étaient avancés que par un petit nombre de radicaux d'extrême gauche tels que Buonarroti. Buonarroti gagnait sa vie en enseignant l'italien et la musique. Quand, en 1821, au plus fort de la réaction de Metternich, il faisait l'apologie de la République de 93 devant l'un de ses élèves de musique, le jeune homme le regarda comme s'il était mentalement dérangé et dit : Qui, aujourd'hui, peut espérer restaurer ce genre de gouvernement? L'histoire de la Conspiration de Babeuf de Buonarroti, publiée en 1828, était aussi une défense ardente du régime robespierriste. En fait, le vieux Jacobin soutenait que si Robespierre avait continué à diriger la France, il aurait introduit progressivement des institutions communistes.

Quand une nouvelle période révolutionnaire, un nouveau mouvement révolutionnaire a vu le jour après la révolution de 1830, le terme « jacobin » en est venu à signifier quelque chose de beaucoup plus radical et de beaucoup plus prolétarien que la politique du Comité de salut public de l'An II. En d'autres termes, le mot « jacobin » était simplement devenu un synonyme de « rouge ». Derrière l'idéalisation de la République jacobine par les communistes et les radicaux ouvriers de cette période et sa diabolisation par les classes dirigeantes, il y a une importante vérité historique.

Durant cette période, une république démocratique était incompatible avec la domination politique de la bourgeoisie en tant que classe. Il était acquis pour les réactionnaires, les libéraux et les radicaux qu'un parlement souverain basé sur le suffrage universel masculin mènerait directement à la guerre civile, comme ce fut le cas effectivement en France en 1848. C'est qu'une république démocratique était vue comme nécessairement une république rouge, et il est significatif que le *Manifeste du Parti communiste* fut publié pour la première fois en anglais, dans le journal chartiste *The Red Republican*. A sa manière, Blanqui a compris cela quand il dira, plus tard : Il y a seulement deux réels partis en France - les communistes et les prêtres. Ainsi, à la veille de 1848, Marx et Engels croyaient qu'une révolution démocratique, l'instauration d'une constitution démocratique telle que la

constitution jacobine de 1793 conduirait rapidement à la domination du prolétariat et à l'expropriation de la bourgeoisie - directement en Angleterre, où la majorité de la population était constituée de prolétaires, et indirectement en France et en Allemagne où la majorité de la population se composait de paysans et de petits-bourgeois urbains.

Le cours de la Révolution de 1848 s'est révélé très différent des conceptions de Marx et d'Engels, comme ils l'ont eux-mêmes reconnu plus tard. En France, avec le suffrage universel, les masses paysannes ont voté pour un gouvernement réactionnaire qui a d'abord provoqué et ensuite écrasé la classe ouvrière de Paris lors de ce qu'on a appelé les Journées de Juin. La peur de la révolution sociale a poussé la bourgeoisie française vers le bonapartisme et la bourgeoisie allemande

termes de « fibre nationale » il était un patriote comme les Jacobins de 1793. Cependant, une tendance bourgeoise telle que celle des radicaux de Clemenceau était nécessairement particulière à la France.

Après la Révolution de 1848, la bourgeoisie européenne - centralement la bourgeoisie allemande - est devenue contre-révolutionnaire. Il n'y avait pas dans l'Allemagne de Bismarck, dans l'Autriche des Habsbourg ou dans l'Espagne des Bourbons - sans parler de la Russie tsariste - de forces bourgeoises qui faisaient l'éloge de la Révolution française. Bien au contraire. Dans les années 1890, un siècle après la Révolution française, un Junker prussien s'est levé au Reichstag et a déclaré que le roi de Prusse doit être capable de donner l'ordre à n'importe quel lieutenant de prendre dix hommes et de fusiller le



Georgi Zelina

La bataille de Stalingrad : une bataille titanesque entre les héritiers soviétiques de la Révolution française et ses ennemis, incarnés par les nazis.

vers un compromis avec la réaction monarchique. Ainsi, c'est seulement une génération plus tard, après la débâcle de la guerre franco-prussienne, après l'écrasement de la Commune, qu'une république démocratique-bourgeoise a été instaurée. (Soit dit en passant, 17 000 personnes furent massacrées à Paris en une semaine après la répression des communards - sans procès, sans rien du tout. Vous avez dit Terreur !)

C'est seulement à cette période que la bourgeoisie française a commencé à célébrer la Révolution française comme la naissance de son pouvoir. Ce sont les historiens du Parti radical des débuts de la Troisième République comme Avenel, Spulier et Aulard, qui les premiers ont identifié la Révolution française et le jacobinisme au nationalisme français et aux principes libéraux. Dans les années 1870, Avenel critiquait l'historien conservateur allemand Sybel qui affirmait que c'était la Révolution française qui avait engendré le communisme. Non, répondait le radical français, le communisme est une invention de vous autres Allemands comme Karl Marx.

Cet échange est indicateur des attitudes différentes des deux côtés du Rhin. A l'extérieur de la France, la Révolution française était toujours identifiée au radicalisme social et au nivellement. En France, une couche significative de la bourgeoisie essayait de dissocier la Révolution de son héritage babouviste. Ainsi, c'est seulement avec les premières années de la Troisième République que le terme jacobin en est venu à être identifié au nationalisme français et particulièrement au nationalisme antiallemand. A la veille de la Première Guerre mondiale, le réactionnaire français Poincaré faisait l'éloge de Clemenceau en disant qu'en

Reichstag. Ce discours fut salué par des applaudissements frénétiques de la part des députés de droite du Reichstag.

LE SPECTRE DU BOLCHEVISME

Ainsi, l'héritage démocratique radical de la Révolution française a été repris presque exclusivement dans cette période par le mouvement ouvrier international. Les analogies avec la Révolution française étaient particulièrement courantes dans la Russie tsariste à la fois parmi les marxistes et les populistes qui pensaient qu'ils étaient confrontés à un ancien régime très similaire aux dernières années de la France des Bourbons. En 1900, Georges Plekhanov, le père du marxisme russe, écrivait à l'un de ses camarades : « Vous savez, je commence à pencher vers le jacobinisme. »

La Révolution bolchévique a réveillé, dans la bourgeoisie mondiale, la compréhension que la Révolution française était elle aussi porteuse d'une tradition égalitaire radicale, que la Révolution française était véritablement une révolution. Rappelons que pas un seul monarque européen n'a été exécuté entre 1793 et 1918 quand le tsar de Russie et sa famille ont été tués. Ce fait, à lui seul, identifiait les Révolutions française et bolchévique dans l'esprit à la fois des classes dirigeantes et des masses populaires d'Europe.

L'hystérie antibolchévique a réveillé toute la vieille hostilité de la réaction européenne envers la Révolution française, qui est considérée comme le péché originel donnant naissance à cet événement terrible. Dans *Mein Kampf*, par exemple, Hitler dénonçait la Révolution française comme une catastrophe pour l'Europe. Mais bien sûr la bourgeoisie française, tout en continuant à

rendre du bout des lèvres hommage à la Révolution française, a aussi joué un rôle clé dans la campagne antibolchévique. Les cadres militaires français - parmi lesquels le jeune Charles de Gaulle - ont aidé les forces polonaises à repousser l'Armée rouge devant Varsovie en 1920.

L'isolement de la Russie bolchévique, son encerclement par des Etats capitalistes plus forts et hostiles ont entraîné en Union soviétique une dégénérescence bureaucratique que Trotsky considérait comme analogue à Thermidor. A savoir que les dirigeants révolutionnaires ont été renversés par un groupe de bureaucrates conservateurs et nationalistes, mais les réalisations sociales de la Révolution bolchévique - l'expropriation et la collectivisation de la propriété - ont été maintenues. C'est évidemment le fondement de l'hostilité du capitalisme mondial à l'Union des républiques socialistes soviétiques jusqu'à ce jour.

L'arrivée au pouvoir des nazis, en Allemagne, a constitué un danger terrible pour l'Union soviétique. Les staliniens ont réagi à ce danger en cherchant une alliance avec les soi-disant « impérialistes démocratiques », particulièrement en France et en Angleterre. Cela s'appelait « le Front populaire contre le fascisme ». Les staliniens français ont essayé de glorifier l'impérialisme français en le revêtant du manteau du jacobinisme. En utilisant notre analogie, on peut décrire le Front populaire en France comme la tentative des partisans français du Thermidor russe de s'allier aux héritiers de la bourgeoisie thermidorienne française contre les héritiers de Babeuf.

Mais en aidant à empêcher une révolution prolétarienne en France au milieu des années 1930 et en étouffant effectivement une révolution prolétarienne en Espagne, les staliniens ont seulement encouragé, enhardi et renforcé le fascisme européen. Le Front populaire a pavé la voie à la fois au régime de Vichy et à l'opération Barbarossa - l'invasion par les nazis de l'Union soviétique. Poursuivant notre analogie, on peut décrire le régime de Vichy comme une alliance des héritiers français de la bourgeoisie thermidorienne aux côtés des héritiers des émigrés français avec les descendants du Prince de Brunswick.

Et on peut décrire la bataille de Stalingrad comme une lutte titanesque entre les héritiers russes de la Révolution française, quoique dans sa forme bonapartiste, et les ennemis de la Révolution française. On aimerait également penser qu'en ce bicentenaire de la Révolution française les spectres de Robespierre et de Hébert, de Jacques Roux et de Babeuf se joindront à nous dans la célébration non seulement de la prise de la Bastille et de la victoire de Valmy, mais aussi dans la célébration de la victoire de Stalingrad, car celle-ci en un sens est aussi leur victoire.

En 1792, le constitutionnel bourgeois français Adrien Dupont affirmait que la Révolution française était terminée. Huit ans plus tard, Napoléon, avec une justification beaucoup plus grande, affirmait que la Révolution française était terminée. Deux cents ans plus tard, l'idéologue libéral François Furet affirme que la Révolution française est terminée. Bon, en tant qu'événement historique, la Révolution française est assurément terminée - elle a réalisé les tâches de la révolution démocratique-bourgeoise beaucoup plus radicalement et plus complètement qu'aucune autre. Mais c'est justement pour cette raison qu'elle est devenue quelque chose de plus qu'une révolution achevée depuis longtemps - elle est devenue un symbole de la lutte des opprimés et des exploités pour une société égalitaire et juste. Et c'est pourquoi les combats de la Révolution française continuent et continueront jusqu'à ce que la liberté, l'égalité et la fraternité deviennent une réalité dans un monde communiste. ■

Mandel...

Suite de la page 7

tobre 1989); mais ce n'est là que l'exemple le plus frappant de l'« anti-stalinisme » mandélien, en fait son soutien à la contre-révolution. Le SU a fait partie des plus laudatifs partisans de Solidarność, qui s'était consolidé en septembre 1981 sur un programme ouvertement pro-capitaliste appelant le Fonds monétaire international à prendre le contrôle de l'économie polonaise. Nous avons caractérisé correctement Solidarność de « syndicat-maison pour les banquiers et la CIA »; Mandel, lui, caractérisait, en 1983, la direction de Solidarność autour de Lech Walesa (qui recevait une aide économique massive des impérialistes) de « meilleurs socialistes du monde ».

Maintenant que Solidarność, avec un secteur de la bureaucratie stalinienne qui se prononce pour la restauration capitaliste, est au gouvernement et essaie d'appliquer son programme, *International Viewpoint* (12 février) ne mentionne même pas son soutien passé à Solidarność, pas plus qu'il ne mentionne qu'en septembre 1989 les mandéliens appelaient à un gouvernement 100 % Solidarność (*Rouge* n° 1365, 31 août-6 septembre 1989)! L'article de *International Viewpoint* gémit que, « paralysées par leur allégeance au nouveau gouvernement, qu'elles considèrent comme le leur, les organisations de Solidarność ont cessé de servir d'instrument d'auto-défense pour la majorité des ouvriers. Cela est attesté par la faiblesse numérique de Solidarność neuf ans après sa légalisation. »

En fait, les mineurs polonais en grève éjectent maintenant de leurs meetings les porte-parole de Solidarność. C'est même la vieille fédération des syndicats officiels staliens (OPZZ) qui, avec plus de membres que Solidarność, dirige l'opposition ouvrière à l'austérité dictée par le FMI. En fait, c'est le SU qui est aujourd'hui paralysé. Avec un gouvernement de Solidarność ouvertement pro-capitaliste, il ne peut avoir la moindre perspective de lutte pour les ouvriers polonais.

Seul quelqu'un qui a fonctionné pendant des années à la traîne de la Deuxième Internationale - laquelle, depuis Karl Kautsky, a toujours enrobé son sale boulot contre-révolutionnaire dans le langage de la « démocratie » pure - peut être aussi résolument triomphaliste au sujet des soulèvements récents en Europe de l'Est que l'est Mandel dans sa brochure *Quand le stalinisme s'écroule*: « Décidément, la liberté passe dans notre camp. Décidément, l'avenir de la liberté est lié à l'avenir du socialisme. C'est notre courant qui incarne la chance de percée, l'avenir du communisme dans le monde. »

Les soulèvements en Europe de l'Est ont certes ouvert la possibilité d'une intervention trotskyste et d'une révolution politique ouvrière; mais ils ont aussi ouvert ces pays à une pénétration et à une déstabilisation impérialistes sur une grande échelle. Dans *Quand le stalinisme s'écroule*, Mandel envisage la possibilité d'une victoire de la révolution politique au même titre en RDA et en Tchécoslovaquie. Certes, dans ce dernier pays la classe ouvrière organisée a joué dans les premières manifestations qui ont renversé le gouvernement stalinien dur un rôle beaucoup plus important qu'en RDA. Mais le gouvernement qui l'a remplacé et que dirige Vaclav Havel (dans lequel le camarade de Mandel, Petr Uhl, participe en tant que directeur de CTK, l'agence de presse officielle tchécoslovaque!) parle maintenant ouvertement de restauration capitaliste. En RDA, il y a une énorme hétérogénéité politique, qui est reflétée par la fondation de nombreux partis se prétendant à la gauche des staliens.

Une révolution politique ouvrière ne peut réussir à renverser le joug stalinien que sous la direction d'un parti trotskyste fermement engagé à défendre contre la restauration capitaliste les Etats basés sur les formes prolétariennes de propriété; un tel parti comprend que la bureaucratie stalinienne est une caste contradictoire qui scissionnera dès que son pouvoir se trouvera sérieusement défié. Le SU a depuis longtemps abandonné la lutte pour construire de tels partis. Par ailleurs, Trotsky appelle sans ambiguïté aucune, dans le *Programme de transition*, à la « légalisation des partis soviétiques ». Dans son ouvrage *Où va l'URSS de Gorbatchev*, Mandel parle de « légalisation [...] de tous les partis qui acceptent de reconnaître dans les faits une Constitution socialiste, quelle que soit leur plate-forme idéologique ». Mais quand il s'agit d'avancer un programme d'action, qui plus est dans une situation où les partis pro-bourgeois sont actifs, Mandel se contredit lui-même et renie Trotsky en appelant une révolution politique victorieuse à « [donner] libre accès aux médias à tout groupe de citoyens un tant soit peu nombreux » (*Quand le stalinisme s'écroule*). Ce faisant, Mandel désarme le prolétariat confronté à la montée des forces capitalistes restauracionnistes.

QU'EST-CE QUI EST ARRIVE AUX MANDELIENS ALLEMANDS ?

En novembre et décembre derniers, Mandel appelait les révolutionnaires à jeter toutes leurs forces dans la révolution politique qui se développait en Allemagne de l'Est, bien qu'il pensât que cette révolution avait seulement une petite chance de succès. Mais on peut excuser les lecteurs de *Rouge* et de *International Viewpoint* qui se seraient demandé dans quoi ils étaient supposés jeter leurs forces, puisqu'il n'était fait aucune mention de la section allemande du SU.

C'est parce qu'il n'y en a pas. Les forces pitoyables du mandélisme en RFA se sont liquidées en 1985 dans une fusion avec le Parti communiste d'Allemagne (KPD) ex-maoïste, pour former le Parti socialiste unifié (VSP). Le programme du VSP ne se réclame pas du trotskysme ni même du SU. Pas plus d'ailleurs que d'une défense, même sur le papier, des acquis sociaux de l'Etat ouvrier déformé de la RDA (probablement les membres de l'ex-KPD continuent à considérer la RDA comme un Etat capitaliste). Même à l'automne dernier, pendant la montée des massives manifestations de rues contre Honecker, le journal du VSP, *Socialistische Zeitung* (SoZ), n'accorda qu'une couverture minimum aux événements en RDA, tandis que le VSP continuait son « business habituel » en soutenant les diverses luttes écologistes ouest-allemandes, féministes « tiers-mondistes » et antiracistes, ainsi que la participation aux *Betriebsräte* (conseils d'usine). La participation des mandéliens à ces conseils et leur attitude à l'égard de ces organismes découlent de la conception complètement réformiste qu'ils ont du mot d'ordre de « contrôle ouvrier ». Pour l'Internationale communiste, ce mot d'ordre faisait référence au double pouvoir dans les usines, alors que les *Betriebsräte* sont en réalité des organes de collaboration de classes.

Depuis la fin février, cependant, il semble que les forces mandéliennes aient pris au moins le contrôle partiel du VSP. Le 26 février, *International Viewpoint* publiait un article du mandélien allemand Manuel Kellner qui s'opposait « à la revendication pour la réunification dans le sens d'une annexion par la RFA » et le 1^{er} mars *Rouge* (n° 1390) publiait une déclaration du même Kellner, écrivant « pour le secrétariat du BP du VSP »; dans cette déclaration, il polémiquait contre le mot

d'ordre de Filoche pour « une Allemagne socialiste unifiée », y opposant - vous l'avez deviné - le « droit de la population de la RDA à l'autodétermination ».

Les acquis sociaux de la RDA ne sont mentionnés nulle part dans cette déclaration publiée par *Rouge*. Son soutien à l'autodétermination est à la traîne des nationalistes de la petite Allemagne de l'Est de Vereinigte Linke (VL), qui a refusé de laisser les non-Allemands de l'Est, y compris les mandéliens de la RFA, prendre la parole dans sa conférence de novembre à Berlin. De telles insultes politiques n'ont jamais détourné un mandélien de son cours opportuniste, et le VSP participa largement à la récente conférence organisée par VL sur la fondation de *Betriebsräte* en RDA. D'après le numéro de SoZ du 1^{er} mars, VL a bien voulu permettre au VSP de le soutenir dans les élections du 18 mars en RDA, et le VSP a promis de lui ramasser 90 000 deutsche marks.

Selon les mandéliens, la révolution politique ouvrière en RDA est donc supposée être dirigée par... VL. Mais VL a fait partie, depuis sa constitution en RDA, du bloc d'opposition antistalinien qui participe à la « Table ronde ». C'est seulement le 5 janvier que VL s'est retiré de ce bloc électoral, après avoir soudain découvert que ses partenaires de bloc étaient... procapitalistes. Mais seul un parti aveuglé par une haine stalinophobe à l'égard du SED-PDS pouvait ne pas remarquer que Demokratische Aufbruch était en voie de s'affilier aux chrétiens-démocrates de l'Ouest, que Neues Forum était pour une « économie de marché » ou que le SPD était un cheval de Troie pour la réunification capitaliste. Ce qui en dit le plus long sur la stalinophobie de VL, c'est que, lorsqu'en janvier, lors de leurs manœuvres pour les élections, les représentants de VL à Berlin prirent contact avec le SpAD, ils lui demandèrent de désavouer la manifestation antifasciste de Treptow comme précondition à toute discussion. (VL faisait partie de la liste des organisations qui soutenaient la manifestation mais il n'a pas pris la parole à la tribune et, à la suite de l'hystérie anti-SED orchestrée par les impérialistes, leurs porte-parole déclarèrent que des mobilisations antifascistes n'étaient pas nécessaires.)

Naturellement, VL n'était que trop content d'entrer en même temps que les autres partis pro-capitalistes de la « Table ronde », fin janvier, dans le gouvernement du premier ministre stalinien Modrow, et il s'en retirera le 2 février lorsque Modrow rendit publique sa propre proposition d'unification allemande. Après cela, VL tenta quand même de négocier un bloc électoral avec les Verts est-allemands et Démocratie

kratit Jetz, groupes dont aucun n'est formellement anticapitaliste. Finalement, VL parvint à consolider une alliance électorale avec le parti Nelken qui, dans sa déclaration de fondation, s'est prononcé explicitement contre une planification centralisée de l'économie et pour une « économie de marché avec des directives de planification sociale ». VL n'a pas lui-même d'organe central et n'a pas encore publié sa plate-forme électorale, mais un projet de plate-forme circulait à Berlin début janvier, qui appelait à la « réduction de l'activité de l'Etat dans la direction de l'économie pour la prévision, la coordination, l'information et la législation sur les impôts » et à « l'indépendance économique sans restriction des usines et [à] la pleine application de la loi de la valeur [...] ».

Comme le SpAD le notait dans son communiqué de presse du 1^{er} mars, « le Parti ouvrier spartakiste est le seul à élever la voix au nom d'un grand nombre de citoyens de la RDA qui, sans ambages, disent "non" à la réunification capitaliste. D'autres partis affirment aussi vouloir défendre les acquis sociaux de la RDA, mais soit ils prennent la réunification capitaliste comme quelque chose d'inévitable, soit ils proposent des compromis bidons comme le "socialisme de marché" qui lui pavent simplement la voie. » Ceci est sans aucun doute vrai pour l'alliance électorale VL-Nelken.

Etant donné la férocité de l'attaque impérialiste contre la RDA, beaucoup de travailleurs regardent à nouveau vers le SED-PDS stalinien, et les pressions sont fortes pour constituer une espèce quelconque d'« unité » de la gauche pour les élections. A la manifestation de Berlin du 11 mars contre « jeter tout par-dessus bord » soutenue par VL, Nelken, le PDS et les autres, le SpAD a provoqué un tollé quand il a critiqué... le gouvernement Modrow, qui pave la voie à la réunification capitaliste. Ceci révèle l'opportunisme complet de VL: l'« antistalinisme » s'est dissous dans la couverture front-populiste du SED-PDS qui laisse la RDA prostrée devant le revanchisme impérialiste.

Les impérialistes pensent que les élections du 18 mars scelleront l'accord pour la réunification capitaliste. Mais même si les partis pro-capitalistes obtiennent la majorité qu'ils pensent avoir, la lutte contre la réunification capitaliste ne sera pas finie. La classe ouvrière de la RDA a encore à entrer sur la scène historique en tant que force organisée. Si en RDA une guerre civile éclate entre les forces de la restauration capitaliste et celles du prolétariat, il n'y a rien dans le programme de VL ou de ses groupies du SU qui nous fasse croire qu'ils seront nécessairement du bon côté des barricades. ■

Spartacist

(édition allemande)

N° 14
Hiver 1989-90
(32 pages)
10 F port inclus

Egalement disponible en anglais la brochure « Trotskyism: What It Isn't and What it Is ! »

10 F port inclus

Ecrire au Bolchévik, BP 135-10,
75463 Paris Cedex 10

Quand Nelson Mandela est sorti de prison dimanche 11 février, des dizaines de milliers de personnes remplissaient les rues et les stades, depuis Le Cap jusqu'à Soweto, avec une jubilation de défi. Pour les Noirs africains, les Métis et les Indiens, Mandela est devenu l'incarnation de l'opposition implacable à la domination raciste blanche. Après avoir réclamé pendant 27 ans « Libérez Mandela ! » en cherchant à briser les chaînes de l'esclavage de l'apartheid, beaucoup voient sa libération comme une annonce de la leur. Il y avait aussi dans ces foules beaucoup de Sud-Africains blancs qui ne veulent pas vivre dans un Etat de garnison raciste et voient dans Mandela un dirigeant noir qui peut surmonter la profonde division raciale de l'Afrique du Sud.

En même temps, les dirigeants racistes, depuis De Klerk à Pretoria jusqu'à Thatcher à Londres et Bush à Washington, ont aussi « salué » Mandela. Ils attendent du dirigeant noir qu'il joue le rôle de « facilitateur » pour un « règlement négocié » qui, tout en éliminant les structures haïes de l'apartheid, préserverait le régime capitaliste en Afrique du Sud. Mais cette « fête de l'unité » des Noirs pauvres des townships avec leurs oppresseurs et leurs exploités ne peut durer et ne durera pas.

Pendant que les caméras filmaient en gros plan Mandela sortant de la prison Victor Vester, la télévision transmettait la voix du président sud-africain, F.W. De Klerk déclarant : « La saison de la violence est finie. » Pendant ce temps, des soldats en tenue de combat et armés de fusils automatiques faisaient mouvement dans le centre du Cap, où des dizaines de milliers de personnes s'étaient rassemblées pour souhaiter la bienvenue au combattant antiapartheid. Auparavant, la police avait tiré sur les abords de la foule, tuant un homme et blessant plus de 100 personnes. Après la première salve, plus de 25 personnes gisaient dans la rue.

Les espoirs des impérialistes en Mandela comme « Monsieur transition pacifique » se sont amenuisés dès qu'il a commencé à parler. « La scène à l'hôtel de ville était révolutionnaire », rapporte l'*Independent* de Londres du 12 février. Le drapeau vert, jaune et noir du Congrès national africain (ANC) flottait au mât. Un drapeau rouge avec la faucille et le marteau drapait le balcon depuis lequel Mandela parlait. « Je suis un membre loyal et discipliné de l'ANC », a déclaré celui-ci, en réaffirmant son soutien à la lutte armée et en saluant le Parti communiste sud-africain (SACP).

Le lendemain matin, c'était la consternation dans les états-majors des grandes sociétés lorsque Mandela a réaffirmé l'appel de l'ANC pour la nationalisation des mines. Le marché de l'or de Johannesburg a plongé en chute libre. Maggie Thatcher a fustigé les paroles impénitentes de Mandela. Le *New York Times* (15 février) se plaignait que « M. Mandela n'ait pas tendu la main aux autres courants politiques », mais qu'il ait, au lieu de cela, soutenu la lutte armée et fait l'éloge des « camarades » du SACP. Un disc-jockey de Johannesburg disait à ses auditeurs que le discours de Mandela « aurait pu être écrit pour lui par Karl Marx ».

Ce n'est pas vrai. Le Congrès national africain a depuis sa fondation plaidé pour une « économie mixte » et une certaine forme de « partage du pouvoir » avec le régime suprémaciste blanc. Son recours sporadique à la guérilla a été une tactique de pression pour forcer à des négociations. Mandela a ainsi réaffirmé les appels de longue date à l'impérialisme anglo-américain, en l'appelant à maintenir des sanctions économiques contre l'Afrique du Sud. Et le Parti communiste, dont la faucille et le marteau font voir rouge aux dirigeants de l'apartheid, ne lutte pas pour

Mandela libéré - Les Noirs sud-africains exultent et défient l'apartheid

Ecrasez l'apartheid! Les travailleurs noirs doivent prendre le pouvoir!

le communisme et ce de façon résolue, mais pour un « Etat post-apartheid » capitaliste « démocratique ». Mais les dures réalités de la vie en Afrique du Sud sont telles qu'il n'y a aucune place pour jouer à « faisons un marché ».

Dans son discours du Cap, Mandela déclarait : « C'est maintenant le moment d'intensifier la lutte sur tous les fronts. » Si le but de cet appel était d'augmenter la pression pour des négociations, l'effet d'une poussée de la lutte des Noirs peut aller beaucoup plus loin que ne le veut l'ANC. Le pari du Parti national a créé une ouverture et celle-ci est déjà en train d'être saisie. Du Ciskei, où la police des bantoustans tirait des grenades lacrymogènes sur les manifestants, à Johannesburg où mille travailleurs noirs des postes défilaient dans les rues au pas rapide des *toyitoyi*, il y a une odeur de rébellion dans l'air.

Le Parti national, sous la nouvelle direction *verligte* (éclairée) de De Klerk, a adopté le point de vue « impérialiste rationaliste » défendu par des gens tels que Gavin Rely, le magnat de la société minière Anglo-American Corporation. L'économie a subi des coups durs du fait que de nombreuses multinationales ont retiré leurs filiales directes (tout en conservant des accords

Mandela aura l'autorité pour réussir cela. Mandela a pris la peine au Cap de dire qu'il n'avait pas bradé la lutte pour la liberté, et il est loin d'être clair que les changements maximaux que le Parti national est prêt à réaliser satisfieraient les revendications les plus minimales de l'ANC. Jusqu'ici, De Klerk n'a pas accepté la levée de l'état d'urgence ni la libération de tous les prisonniers politiques, encore moins de supprimer le Group Areas Act [loi raciale sur le logement] ou d'accepter un parlement basé sur « un homme, une voix ».

Le Parti national risque de s'aliéner sa propre base. L'aile droite dure afrikaner du Parti conservateur a obtenu 31 % des voix dans les élections des « Blancs seulement » de septembre 1989. Le 15 février, quelque 15 000 personnes ont participé à une manifestation de droite contre la libération de Mandela par le gouvernement. Les fascistes paramilitaires du Mouvement de résistance afrikaner déploieront leur emblème, une croix gammée à trois branches. Les militaires sont encore marqués par leur cuisante défaite en Angola face aux troupes cubaines à Cuito Cuanavale il y a un an et demi. Les flics ont été secoués par les révélations sur les assassinats de militants

usines que nous voyons. Ils ne peuvent être exclus du partage de cette richesse. » Pourtant, bien avant que le Parti national introduise ses plans élaborés de « développement séparé » (apartheid), le capitalisme sud-africain reposait (comme il le fait aujourd'hui) sur la surexploitation du travail des Noirs. Sans les salaires de famine pour les masses, pas de surprofits pour les maîtres blancs qui veulent régner sur vingt millions de Noirs.

L'abîme entre Noirs et Blancs en Afrique du Sud ne peut être comblé par la démocratie bourgeoise qui intensifierait les contradictions sociales énormes jusqu'à l'explosion. La démocratie pour la majorité opprimée ne peut seulement venir qu'au travers d'une révolution ouvrière. Et un gouvernement ouvrier dirigé par les Noirs, auquel participeraient également les masses métisses et indiennes, peut offrir aux Blancs sud-africains l'occasion de collaborer au développement, au lieu du pillage, de ce qui est aussi leur pays.

FORGER UN PARTI BOLCHEVIQUE RACIALEMENT INTEGRE

Lénine définissait comme un des signes distinctifs d'une situation pré-révolutionnaire que ceux d'en haut sont incapables de diriger comme avant. C'est clairement le cas avec le Parti national dont l'emprise de fer sur le pouvoir depuis 1948 est manifestement en train de se déliter. Le docteur Gerrit Viljoen, le ministre considéré comme l'inspirateur des « réformes » de De Klerk, disait début février que le Parti national abandonnerait le pouvoir dans les dix ans. Aujourd'hui, il prédit déjà que la fin viendrait dans cinq ans.

Le deuxième critère de Lénine était que ceux d'en bas refusent d'être dirigés comme avant - quelque chose que les Noirs sud-africains ont montré à maintes reprises. La composante clé qui manque, c'est le parti révolutionnaire qui peut tirer avantage du désarroi manifeste de la classe dirigeante pour mobiliser la classe ouvrière pour la conquête du pouvoir. Forger un tel parti bolchévique intégré et multiracial, agissant comme avant-garde des travailleurs et tribuns des opprimés, c'est cela la tâche urgente à accomplir.

BRISER LES CHAINES DE L'ESCLAVAGE DE L'APARTHEID !

Nulle part dans le monde, les différences entre Noirs et Blancs ne sont aussi importantes qu'en Afrique du Sud aujourd'hui. Au lendemain de la révolte noire de 1984-86, le gouvernement a abrogé non seulement de nombreuses lois de l'« apartheid mesquin », telles que la ségrégation dans les lieux publics, mais aussi les dispositions haïes qu'étaient la loi sur les *pass* [laissez-passer] et la législation sur « le contrôle des flux migratoires » utilisées



Le 11 février, Nelson Mandela sortait de prison (à droite, sa femme Winnie). Les Noirs sud-africains voient dans sa libération, qu'ils ont réclamée pendant 27 ans, un signe annonciateur de leur libération.

de licence). Ceci est en partie dû aux sanctions mais aussi à l'agitation et à la répression, et à l'espoir des superprofits de la restauration capitaliste en Europe de l'Est. En même temps, beaucoup de Blancs éduqués de la classe moyenne émigrent vers des lieux racistes plus respectables comme l'Australie.

LE PARI DE DE KLERK

De Klerk et Cie aimeraient présenter une façade de démocratie tout en laissant intacte la structure économique existante. Ils estiment que seul Nelson

par les escadrons de la mort de la police.

Mandela, d'un autre côté, est confronté au fait que les Noirs attendent des changements fondamentaux. Il a dû s'adresser à ça dans son premier discours après son arrivée à Soweto. « Nous croyons que l'apartheid a créé un système haineux d'exploitation dans lequel une minorité raciste monopolise la richesse économique alors que la vaste majorité des opprimés et des Noirs est condamnée à la pauvreté. L'Afrique du Sud est un pays riche. C'est le travail des ouvriers noirs qui a construit les villes, les routes et les

pour pousser les Noirs hors des villes vers des townships désolées. Mais la grande majorité des Noirs est toujours privée de ses droits politiques, ségréguée de force et soumise à un régime d'Etat policier, que ce soit sous les lois de l'« état d'urgence » ou du « bannissement », dans les bantoustans ou dans les zones de travail militarisé où les ouvriers sous contrat dans les mines sont enfermés à clef là où ils logent.

Citant un article d'Eddie Koch dans le *Weekly Mail* (13 janvier 1989), l'intellectuel marxiste sud-africain Baruch Hirson décrit de façon évocatrice cet enfer : « Plus d'un demi-million d'ouvriers noirs dans ces baraquements ont toujours été étroitement gardés et isolés des gens de l'extérieur, mais les nouvelles mesures les isolent encore plus. Selon Koch, les foyers sont entourés par de hauts murs et des rouleaux de fil de fer barbelé; ces zones sont surveillées par des patrouilles de gardes à cheval, des véhicules blindés et des pelotons avec des chiens, et dans certaines mines les mineurs blancs sont des membres actifs des forces de sécurité » (*Searchlight South Africa*, juillet 1989). Telle est la vie imposée par les capitalistes soi-disant « progressistes » – tels que Gavin Relly, le dirigeant de l'Anglo-American, qui a pris la tête des « négociations » avec l'ANC.

Le gouffre entre les salaires des Noirs et des Blancs en Afrique du Sud est immense : en 1984, le mineur noir moyen gagnait environ deux cents dollars par mois, soit à peu près un sixième du mineur blanc moyen. Dans l'industrie, les ouvriers blancs gagnent environ quatre fois plus que les Noirs.



Les travailleurs noirs doivent enterrer l'apartheid! Les cheminots sud-africains en grève, en novembre 1989.

ton fut stoppé par un milliers de nervis armés de pangas (machettes), de couteaux, d'épieux et de pierres.

En dépit de cet assaut sanglant organisé par les patrons et la police, le South African Railway Workers Union (SARWU) a résisté et finalement repoussé l'attaque. Leur courage à Germiston a été l'étincelle pour une grève de solidarité des ouvriers noirs des télécommunications et pour une campagne internationale de solidarité ouvrière. Le gouvernement s'inquiéta de l'impact qu'auraient d'autres meurtres de grévistes sur ses plans pour libérer Mandela. A la fin, les baisses de salaires et les licenciements furent annulés, ainsi que les expulsions des foyers pour ouvriers.

Alors que les Noirs d'Afrique du

stalinien, comme le dirigeant du SACP Joe Slovo qui dit : « Le socialisme n'est pas à l'ordre du jour immédiat. » Mais des centaines de milliers d'ouvriers noirs combattifs dans les mines et les usines réclament le fruit de leur travail éreintant. Si c'est le communisme, ils sont pour – et ce ne sera pas facile pour les stalinien dans leur crise finale de les « rééduquer » autrement.

Les Noirs sud-africains n'ont pas entendu parler de la « mort du communisme ».

NOIRS ET ROUGES EN AFRIQUE DU SUD

En finir avec l'apartheid nécessite rien de moins qu'une révolution socialiste complète. Et le prolétariat noir sud-africain fort de plusieurs millions a le pouvoir. Un des changements les plus importants de ces dix dernières années a été le développement du mouvement syndical noir qui, grâce à sa force sociale concentrée, a émergé comme une force centrale dans la lutte antiapartheid. Mais les syndicats noirs, au début un conglomérat d'organisations dirigées par des syndicalistes et des nationalistes, ont été placés sous l'égide de l'ANC.

Cyril Ramaphosa, le président du Congress of South African Trade Unions (COSATU), était aux côtés de Mandela au Cap et il est aujourd'hui un des principaux candidats à la succession à la direction de l'ANC, lorsque la vieille génération des Sisulu, Tambo et Mandela se retirera. Déjà plus d'une fois Ramaphosa a poussé les mineurs grévistes à reprendre le travail dans la défaite après avoir déclenché à contre-cœur une grève contre les patrons de l'Anglo-American que l'ANC, malgré ses discours sur les nationalisations, voit comme de futurs partenaires dans une Afrique du Sud « démocratique ».

Le combat pour le pouvoir ouvrier signifie rompre avec l'ANC et avec le Parti communiste sud-africain qui ne se

bat pas pour le communisme mais pour un « Etat post-apartheid » capitaliste. Depuis plus de soixante ans les stalinien ont un programme à « deux étapes » : démocratie bourgeoise maintenant, révolution socialiste plus tard, c'est-à-dire jamais. Lorsque ce programme révisionniste fut présenté pour la première fois par Staline et Boukharine à la fin des années vingt, certains communistes sud-africains protestèrent, comme S.P. Bunting qui argumentait ainsi au sixième congrès de l'Internationale communiste en 1928 : « Les ouvriers indigènes et certains paysans affluent vers le parti plutôt qu'ils ne rejoignent des organisations purement indigènes, nationales ou industrielles, qui les ont laissés choir et tomber entre les mains de la bourgeoisie. Ils apprécient tellement le mot d'ordre "marxiste vulgaire" "Travailleurs de tous les pays, unissez-vous" d'action conjointe des travailleurs noirs et blancs contre l'ennemi commun; en même temps ils voient que le PC adopte sincèrement et sans réserves leur cause nationale en tant que race opprimée » (*Searchlight South Africa*, juillet 1989).

Les stalinien ont appliqué de façon conséquente leur ligne sur les « deux étapes », mais sous l'égide de la « nouvelle pensée » de Gorbatchev cela a été intensifié tandis que le n° 1 soviétique cherche un accord global avec les impérialistes. Le Kremlin a donné un tour de vis financier à l'ANC pour qu'il commence les « négociations » avec les bouchers de l'apartheid. Prenant la parole à Harare, au Zimbabwe en 1987, Victor Goncharov, le directeur-adjoint de l'Institut des études africaines de l'Académie des sciences de l'URSS déclarait que le socialisme viendrait « peut-être pas dans vingt-cinq ans mais dans un siècle... Je suis un optimiste ».

En suivant chaque tournant de Staline et aujourd'hui à la traîne de son nouveau mentor Gorbatchev, Slovo, le dirigeant du SACP, s'est opposé de façon conséquente à la révolution socialiste. L'Afrique du Sud est pourtant aujourd'hui la preuve la plus frappante de la justesse de la théorie de la révolution permanente de Trotsky, laquelle était aussi le programme de l'Internationale communiste à ses débuts : à l'époque de l'impérialisme les tâches démocratiques même les plus élémentaires peuvent être réalisées seulement par la victoire de la révolution prolétarienne.

Il faut combattre pour forger un parti bolchévique multiracial intégré. Parti internationaliste, celui-ci ouvrira ses portes aux centaines de milliers de travailleurs immigrés – du Zimbabwe, du Mozambique, du Botswana, de la Namibie – qui affluent en Afrique du Sud. Et un Etat ouvrier sud-africain deviendra la force motrice pour la libération du sous-continent.

– Traduit de Workers Vanguard n° 496



Les Noirs sud-africains n'avalent pas « la mort du communisme ».

De plus, on a fait de millions d'ouvriers noirs des étrangers dans leur propre pays, forcés de voyager pendant des heures chaque jour depuis les bantoustans lointains où l'Etat de l'apartheid les a jetés lorsqu'il a créé ces « homelands indépendants » bidons. Alors que de nombreux Blancs sud-africains se prélassent dans leur piscine, les enfants noirs jouent dans la boue le long des routes sans pavés, buvant de l'eau polluée par les égoûts à ciel ouvert. En Afrique du Sud, un enfant noir meurt de faim toutes les vingt minutes. C'est la réalité brutale de l'apartheid, et aucune « négociation » ne peut changer cela.

Mais la lutte de classe combative le peut, comme l'a montré la récente grève des cheminots noirs contre les South African Transport Services (SATS). Lorsqu'en novembre les ouvriers débrayèrent, les SATS licencièrent immédiatement les vingt-trois mille grévistes. Pendant les trois mois suivants, ce fut une guerre de classes dure. En tout, 27 personnes ont trouvé la mort dans l'une des batailles ouvrières les plus sanglantes de la récente histoire du mouvement syndical noir. Ainsi le 9 janvier, un train transportant des centaines de grévistes à une réunion syndicale à la gare de Germis-

Sud voient la mise en liberté de Nelson Mandela comme un signe avant-coureur de la libération, il y aura une crise d'espérances aiguë. Parlant à l'émission *Nightline* d'ABC-TV (7 février), Winnie Mandela déclarait que « pour l'homme ordinaire de la rue, sa libération signifie la liberté pour les masses opprimées de ce pays ». Un article du *Weekly Mail* de Johannesburg (25 janvier) note : « Les "Jeunes lions", la jeunesse radicale des townships, font montre de profonds soupçons à l'égard du processus de négociations. » Il poursuit : « La génération qui a grandi dans les townships pendant les soulèvements de 1984-86 a été nourrie de combativité et de solutions radicales. Des mots d'ordre tels que "La liberté ou la mort!", "La victoire est certaine" ou "Vive l'esprit de non-compromis" [...] ont servi à rallier les masses et à exprimer le sentiment révolutionnaire qui balaie les townships. »

L'article cite une déclaration du dirigeant de l'ANC Walter Sisulu : « Le problème est que beaucoup de jeunes ne sont pas réellement intéressés par les négociations. En fait, ils sont devenus un peu en colère. C'est pourquoi je dis que ce gars De Klerk va trop vite [...] Nous voulons éduquer notre peuple. » Pour cela, ils pourront compter sur les

ABONNEZ-VOUS!

LE BOLCHEVIK

30 F pour 10 numéros (incluant Spartacist)
Hors Europe : 40 F (avion 60 F) – Etranger : mandat poste international

Nom _____ Tél _____

Adresse _____

Ecrire au Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Nicaragua...

Suite de la page 16

l'utopie petite-bourgeoise d'une « troisième voie » était historiquement non viable. Contre le « pacte social » sandiniste avec la bourgeoisie, nous avons insisté sur le fait que la *défense* de la révolution nicaraguayenne requérait qu'elle soit *achevée* par l'expropriation de la cinquième colonne capitaliste. Contre le nationalisme sandiniste, nous avons appelé à l'*extension* de la révolution dans toute la région, au puissant prolétariat du Mexique et plus loin vers « le ventre de la bête », aux Etats-Unis eux-mêmes.

Dès le début de la guerre contra au début des années 80, nous posions la question de savoir si les sandinistes prendraient la voie des castristes cubains, consolidant un Etat ouvrier bureaucratiquement déformé, ou iraient à la défaite en préservant la propriété capitaliste, comme les républicains dans la Guerre civile espagnole. Le gouvernement du Front populaire espagnol — composé de sociaux-démocrates, de staliniens et d'une poignée de libéraux bourgeois — a réprimé, au nom de l'« unité antifasciste », la lutte ouvrière pour le pouvoir politique. Il a saboté la gestion ouvrière des usines,

« simple femme au foyer », alors que Washington la poussait pour être la « Cory Aquino nicaraguayenne » pour diriger le régime néo-colonial « made in USA ». Des organisations contrôlées par la CIA, comme l'Agency For International Development et le National Endowment For Democracy (NED — la même institution qui a financé Solidar-nosé pendant des années) ont transféré *ouvertement* plus de trois millions de dollars directement dans les caisses de l'UNO. Le Parti démocrate est entré en action par le biais de son propre « bras » du NED, le National Democratic Institute. Et seuls les maîtres espions de Langley savent de manière sûre combien de millions d'aide *clandestine* ont été glissés sous la table à Mme Contra.

Pendant ce temps, des hordes d'« observateurs » étrangers, depuis l'ex-président américain Carter jusqu'aux représentants de l'Organisation des Etats américains (surnommée par Che Guevara « le Ministère yankee des Colonies ») se sont jetées sur le Nicaragua pour surveiller le processus électoral et se poser carrément en pro-consuls, avec la bénédiction du FSLN. Même les criminels de la guerre du Vietnam Robert McNamara et McGeorge Bundy s'en sont mêlés par l'intermédiaire des avis du « Dialogue

armée mercenaire de « combattants de la liberté » qui fuyaient les troupes sandinistes, mais se spécialisaient dans le dynamitage des écoles et des hôpitaux ruraux. Washington n'a pas chassé le FSLN par la force militaire, mais a réussi à saigner à blanc le pays, tuant plus de 30 000 Nicaraguayens — l'équivalent de deux millions de personnes relativement à la population des USA — et infligeant plus de 12 milliards de dollars de dommages de guerre, sans parler des incalculables pertes économiques causées par l'embargo commercial. Les attaques de la Contra se sont poursuivies tout au long de la période pré-électorale. Les catastrophes naturelles ont apporté encore plus de dévastation. L'un des principaux arguments électoraux de Chamorro a été la manipulation du sentiment de ras-le-bol de la guerre largement répandu, en promettant d'abolir la conscription.

A cet égard, les élections nicaraguayennes ressemblaient aux élections qui ont eu lieu pendant la Guerre civile américaine, en 1864. Après trois ans et demi de lutte *sanglante mais non décisive*, le sentiment de ras-le-bol de la guerre prédominait parmi les masses du Nord. Le candidat du Parti démocrate à la présidence, l'ancien général de l'Union (nordiste) George McClellan, avait mené campagne sur une plate-

réemment arrêté les livraisons militaires et a repris et arrêté d'approvisionner le Nicaragua en pétrole (un comportement qui rappelle celui de Staline dans la Guerre civile espagnole) pour appuyer Washington et aider à faire pression sur le FSLN pour le pousser plus encore à droite.

Le ras-le-bol de la guerre, les ravages de l'agression américaine, la crise économique générale en Amérique latine et le financement américain obscène de l'« opposition » ont fait effectivement des ravages, et cela fournit *une partie* de l'explication de pourquoi Chamorro a battu Ortega aux élections avec 15 points d'écart, alors que lors des élections de 1984 Ortega avait gagné avec 67 % des voix. Mais il est impossible de comprendre la situation actuelle au Nicaragua sans considérer comment le *propre programme* des sandinistes a aidé à paver la voie à la réaction.

Guide professionnel dans le monde irréal de l'opportunisme, le « Secrétaire unifié de la Quatrième Internationale » pseudo-trotskyiste d'Ernest Mandel (dont la LCR est la section française) proclame, par la voix de l'un de la myriade de ses groupes sympathisants, la Fourth Internationalist Tendency aux USA, que « *le FSLN a conduit une révolution prolétarienne instaurant la domination politique des masses travailleuses du pays* » (*Bulletin in Defense of Marxism*, décembre 1989). La réalité est que le régime sandiniste était un *gouvernement petit-bourgeois* qui a cherché un équilibre au-dessus des classes sociales en conflit à la manière bonapartiste, et durant les dernières années a fait peser de plus en plus le fardeau de la dévastation économique sur les épaules des travailleurs.

Justifiant sa politique « orientée vers le marché », Ortega s'est vanté du fait que le FSLN a pratiqué une forme d'« économie mixte » de la perestroïka longtemps avant que Gorbatchev ne vienne sur la scène. Plus encore, cela fait maintenant plusieurs années que les sandinistes ont proclamé que leur modèle n'était pas l'URSS (même sous Gorbatchev, sans parler de Lénine) ni le Cuba de Castro, mais plutôt qu'ils admiraient « le modèle mexicain » du régime nationaliste qui se dit « indépendant » tout en appuyant la propriété capitaliste et en coexistant avec Washington sur le dos des travailleurs.

60 % des terres agricoles du Nicaragua demeurent entre des mains privées (ni étatiques ni coopératives), et les capitalistes continuent à posséder à peu près les deux tiers de l'industrie. En 1987, le FSLN a décrété un traitement de choc économique brutal, qualifié d'« opération à cœur ouvert sans anesthésie », licenciant des dizaines de milliers de fonctionnaires, supprimant les subventions à pratiquement tous les produits alimentaires, abolissant les soins médicaux gratuits et la distribution de médicaments. En même temps, 65 % des fonds gouvernementaux disponibles étaient consacrés aux subventions au « secteur agro-exportateur » privé. Le directeur de campagne de Chamorro, Antonio Lacayo, était l'un des bénéficiaires du partenariat d'« entreprises mixtes » avec le régime sandiniste, qui a mis sur pied avec lui une joint-venture pour produire de l'huile de palme africaine sur la rivière San Juan (*El Día*, 24 février).

L'inflation a été ramenée de 25 000 % en 1988 à « seulement » 1 800 % en réduisant impitoyablement la demande. La consommation privée totale a diminué de 70 %. Le pouvoir d'achat des travailleurs s'est effondré, selon le journal pro-sandiniste *Envío* (Managua, mars 1989), jusqu'à ne représenter qu'un incroyable 6 % de ce qu'il était en 1980. Le chômage frappe au moins un quart de la population active urbaine. Le résultat en est la faim largement répandue. La mortalité infan-



L'Express



Reuters

Les sandinistes ont écrasé les contras sur le champ de bataille — Qu'advient-il, maintenant, de l'armée sandiniste ? A droite, après les élections, Ortega donne l'accolade à Chamorro, « Mme Contra » !

entravé et désarmé les milices ouvrières, a assassiné et terrorisé les dirigeants et militants de gauche. Les yeux rivés sur le bon vouloir des puissances capitalistes « démocratiques », le gouvernement républicain a refusé de proclamer l'indépendance des colonies étrangères de l'Espagne — une mesure authentiquement démocratique qui aurait privé Franco de la loyauté de ses troupes marocaines. Le Front populaire a ainsi démoralisé les masses laborieuses et pavé la voie à la victoire de Franco, qui a écrasé la classe ouvrière avec ses dirigeants réformistes.

Les travailleurs nicaraguayens héroïques méritent mieux que la direction qu'ils ont. Aujourd'hui, la survie physique exige *une lutte de classe* révolutionnaire dans toute l'Amérique centrale, sous la direction d'un parti d'avant-garde, contre la bourgeoisie contra et ses marionnettistes US. Cela nécessite de forger des partis léninistes-trotskyistes luttant pour mettre le pouvoir entre les mains de gouvernements de soviets d'ouvriers et de paysans dans toutes les Amériques.

LA « DEMOCRATIE » DU DOLLAR

Violeta Chamorro, comme Alfonso Robelo (ex-chef de la Contra et maintenant dirigeant en vue de l'UNO), représentait jadis la soi-disant « bourgeoisie patriotique » dans le premier cabinet sandiniste, en 1979. Cette héritière de l'une des familles de l'oligarchie traditionnelle du Nicaragua a essayé de cultiver une image de

Inter-américain ». Cette intervention n'a rien à voir avec la « prévention de la fraude » et tout à voir avec l'affirmation du « droit » de l'impérialisme américain à sélectionner et choisir les gouvernements d'autres pays.

Et Chamorro n'a jamais caché ses liens avec la Contra — elle s'en flatte même. L'UNO utilise des émetteurs radio situés au Honduras, où l'armée de la Contra est basée, et les instances dirigeantes de l'UNO sont remplies d'« ex »-commandants contras haut placés. Même la presse bourgeoise a noté que le pouvoir qui se tient derrière le trône de Chamorro est entre les mains de l'« ancien » dirigeant contra Alfredo Cesar. La « démocratie » de Chamorro est faite des dollars de la CIA et du sang versé par les contras sadiques, qui abattent des instituteurs et égorgent des paysans juste pour le plaisir.

LA GUERRE ET LES RAVAGES ECONOMIQUES

Comme l'a déclaré Daniel Ortega à NBC News (1^{er} mars), « *les gens sont allés voter avec un pistolet braqué sur leur nuque* ». Le message de Washington était retentissant et clair : si vous voulez que la guerre contra et le blocus économique prennent fin, votez UNO. Les Républicains et les Démocrates ont injecté des centaines de millions dans la sale guerre contra, organisant, équipant et payant les restes dépenaillés des tueurs psychopathes de Somoza, la Garde nationale, pour en faire une

forme de « paix », c'est-à-dire capituler devant la Confédération esclavagiste. Si l'armée d'Union n'avait pas remporté quelques victoires majeures dans les derniers mois de la campagne (par exemple la prise d'Atlanta par Sherman), il est probable que Lincoln aurait perdu les élections.

Mais au lieu de combattre les contras, les sandinistes ont conclu un cessez-le-feu avec eux. A Washington, le Parti démocrate a aidé à mettre à contribution les présidents centraméricains fantoches afin de refouler la révolution nicaraguayenne à travers une série d'accords et de plans de « paix », de la Contadora jusqu'au Plan Arias, arrachant une série croissante de concessions sandinistes, à la fois à la cinquième colonne capitaliste intérieure dont le porte-parole était *La Prensa* de Chamorro, financée par la CIA, et à Washington et aux commandants contras eux-mêmes.

L'accord le plus récent a apporté le spectacle d'Ortega, avec les autres présidents centraméricains, soutenant complètement le président assassin Cristiani, du Salvador, dans la condamnation des insurgés de gauche salvadoriens. Cet accord conclu avec Cristiani a aidé à préparer le terrain pour l'invasion du Panama par Bush, laquelle à son tour a aidé à mettre un pistolet sur la tempe du Nicaragua. Ortega a promis à Washington qu'il n'armerait plus jamais les guérilleros salvadoriens, si seulement les Américains relâchaient leur pression. Pendant ce temps, le régime de Gorbatchev en Union soviétique a

tile a augmenté honteusement pour dépasser même le niveau du Salvador et du Guatemala. Mais les sandinistes ont cherché à étouffer les protestations de la classe ouvrière, y compris carrément par la répression, en qualifiant toutes les grèves de « contre-révolutionnaires ». Avec Chamorro qui faisait miroiter la carotte des dollars américains et Bush qui agitait le gros bâton de l'embargo, beaucoup de gens affamés ont pensé qu'une victoire de l'UNO signifierait que « maintenant, nous mangerons de la viande ».

Ces espérances sont socialement explosives. Comme le déclarait la dirigeante syndicale sandiniste Berenicia Sanders : « Nous, travailleurs, exigeons des réajustements salariaux, et s'ils ne réagissent pas, nous paralyserons la production » (*New York Times*, 4 mars). La domination du dollar yankee signifie la faim et la répression pour les pauvres, alors que les riches utiliseront toute « aide » venant de Washington pour s'enrichir encore. Cependant, le Congrès américain n'est pas très désireux de déverser des dollars sur le Nicaragua, et évoque d'« autres priorités » (Europe de l'Est, Panama, la « guerre contre la drogue »).

A la consternation et à la colère de milliers de partisans du FSLN, les sandinistes ont donné plus et plus de « liberté » aux contras pour intervenir directement dans la politique nicaraguayenne, en laissant Chamorro rouvrir « La Prensa » avec des fonds américains et en légitimant le fait que les « ex »-chefs contras fassent campagne ouvertement pour l'UNO, tout cela étant présenté comme l'œuvre « démocratique » du « pluralisme » et de « la réconciliation nationale ». Juste avant les élections, Ortega a cédé aux exigences du « cardinal contra » Miguel Obando de poursuivre les amnisties précédentes en relâchant tous les contras et les hommes de la Garde nationale somoziste encore en prison, y compris les assassins du fondateur du FSLN Carlos Fonseca et les tortionnaires de Tomás Borge. Aujourd'hui, ces sadiques arpentent les rues de Managua avec un

goût de victoire dans la bouche et les mains qui les démangent pour tuer et mutiler.

LA GAUCHE ET LE NICARAGUA

Au Nicaragua, les « communistes » et les « socialistes » font partie de la coalition des 14 partis de Chamorro, avec les contras, dans une alliance hétéroclite de chrétiens et d'autres officines pro-yankees. Moscou, qui fournissait - jusqu'à récemment - des AK-47, des chars et d'autres armements inestimables (mais jamais de MIG ou de missiles sol-air), a applaudi la sagesse des concessions sandinistes et poussé continuellement à « plus de souplesse » en tant que partie intégrante de son effort pour « résoudre les désaccords régionaux » afin d'apaiser l'impérialisme américain. Fidel Castro, après avoir enjoint le Nicaragua de ne pas devenir un autre Cuba, est aujourd'hui témoin des fruits amers du « socialisme dans un seul pays » stalinien, alors que Washington affirme sa volonté d'en découdre avec Cuba. Le point de vue stalinien a été résumé dans son essence par le vice-président cubain Carlos Raphael Rodríguez (autrefois ministre PC dans l'un des cabinets de Batista) : le Nicaragua « n'a pas succombé à la tentation d'une révolution socialiste prématurée » (*Barricada International*, 8 juillet 1989). Cela a été la perspective de la plus grande partie de la gauche internationale, depuis les soi-disant marxistes, en passant par les « sandalistas » libéraux-radicaux, jusqu'à l'Internationale socialiste (à laquelle le FSLN a déclaré vouloir adhérer).

La majorité du Secrétariat unifié (SU) pseudo-trotskyiste de Mandel a soutenu et collecté des fonds pour la campagne électorale du FSLN. Cependant, comme c'est souvent le cas dans ce plus désuni des secrétariats, le fait que le SU ait une ligne n'empêche pas certains de ses satellites de pousser publiquement pour une ligne opposée. Socialist Action, le groupe pro-Mandel le plus important aux Etats-Unis, s'est prononcé sans réserve pour Moïse

Hassan, ex-sandiniste qui se présentait à la présidence sur la liste du Mouvement d'unité révolutionnaire (MUR). En fait, Hassan a rempli le rôle de couverture de gauche pour la contre-révolution « démocratique-bourgeoise ». Après les élections, alors que les contras étaient assoiffés de vengeance, Hassan a comparé les hauts dirigeants sandinistes à Nicolai Ceausescu, et déclaré que « si nous agissions strictement selon la justice, ils devraient être jugés par les tribunaux sous les chefs d'inculpation de corruption, d'abus de pouvoir et d'autres crimes majeurs » (*El Día*, 2 mars).

Le Partido Revolucionario de los Trabajadores (PRT) - Parti ouvrier révolutionnaire - affilié à la Ligue ouvrière internationale de feu Nahuel Moreno, le pseudo-trotskyiste argentin, s'est présenté à ces élections en affirmant qu'il lutte pour un « gouvernement des travailleurs et des paysans pauvres », et en appelant à dénoncer tous les pactes proimpérialistes signés par le gouvernement sandiniste. Cependant, au beau milieu de l'intervention croissante des contras et de leurs hommes de paille civils dans la politique nicaraguayenne, le PRT appelle non à la démocratie prolétarienne mais à « l'application totale de toutes les libertés démocratiques » (y compris pour « La Prensa » ?) et pour une « assemblée constituante souveraine et libre » pour représenter « toutes les organisations sociales, syndicales et politiques ». Et son principal mot d'ordre électoral était : « Ni contras, ni sandinistes - Que les travailleurs socialistes dirigent ! » Cela revient à mettre un signe égal entre les terroristes de la CIA et le régime nationaliste radical qui subit l'attaque massive de l'impérialisme américain. Les trotskystes ne donnent pas le moindre soutien ou confiance politique au FSLN, mais nous choisissons notre camp et défendons militairement les sandinistes contre les tueurs contras de l'impérialisme américain.

Les travailleurs et les paysans nicaraguayens ont lutté avec un grand

héroïsme, et à un coût terrible, pour libérer leur pays de la suzeraineté américaine, de la dictature de Somoza et de sa Garde nationale, des barons du coton, de l'élevage de bétail et du café, de la pauvreté, de l'analphabétisme et de la faim. Leur lutte a inspiré des millions de gens à travers le monde et a conduit des milliers d'« internaciona-listas » (y compris beaucoup de nos jeunes camarades) au Nicaragua pour s'opposer résolument à l'impérialisme américain.

ECRASEZ L'IMPERIALISME YANKEE EN AMERIQUE CENTRALE !

Tout en défendant de manière militante le Nicaragua contre l'assaut de l'impérialisme américain, y compris par notre campagne d'aide matérielle « Nicabucks » en 1985, nous avons pris au sérieux l'injonction de Trotsky dans le *Programme de transition* de « regarder la réalité en face » et de « dire la vérité aux masses, quelque amère qu'elle soit ». Ainsi, nous avons dit la vérité sur les dangers que représente le programme des sandinistes, alors que la plupart des autres groupes de gauche s'empressaient de fuir ou de peindre en rose la dure réalité, et portent ainsi une part de responsabilité dans la crise actuelle au Nicaragua. Il est plus urgent et nécessaire que jamais que les militants honnêtes, de par le monde tirent les dures leçons du Nicaragua et prennent leur place dans la lutte pour construire le parti mondial de la révolution socialiste. Ce réarmement politique est la clé d'une solidarité réelle avec les masses laborieuses en lutte au Nicaragua.

Que les ouvriers et les paysans n'ont enduré tant de choses que pour voir leurs espoirs apparemment aller à la défaite, cela nous remplit d'une profonde amertume. Venger ce crime de l'impérialisme américain, qui claironne maintenant ses succès en matraquant et en affamant le peuple nicaraguayen pour le soumettre, n'est pas la moindre des raisons pour lesquelles nous sommes communistes. ■

Anschluss...

Suite de la page 1

nomie collectivisée est-allemande aux banquiers de Francfort. Le gouvernement « intérimaire » de Hans Modrow, le candidat tête de liste du PDS, a capitulé. Modrow a lui-même proclamé : « L'Allemagne - une seule patrie. »

En même temps, la bourgeoisie allemande a organisé une campagne de désorganisation et de « déstabilisation » de l'économie. « Le chaos planifié : comment Bonn met l'économie de la RDA kaputt », titrait le magazine ouest-allemand *Stern* du 12 mars. Les rumeurs de pénurie ont conduit à l'acaparement de denrées : la quantité de viande vendue à Berlin [Est] a plus que doublé en un mois. Bonn a déversé les deutsche marks pour acheter les élections - plus de vingt milliards par l'intermédiaire des instituts liés à la CDU et au SPD. Le gouvernement fédéral a payé les disques des discours du chancelier Kohl.

A Wall Street, on parle de l'Anschluss de la RDA comme de « la plus grande OPA de l'Histoire ». Mais le principal « actif » de la RDA est l'une des classes ouvrières les plus qualifiées du monde. Et une direction prolétarienne combative peut stopper le bradage en prenant la direction d'une lutte de classe dure. Une telle bataille peut mobiliser des millions de travailleurs.

Les femmes vont être frappées particulièrement durement par les coupes sombres dans les services sociaux qui affecteront les crèches, les jardins d'enfants et les allocations logement

pour les mères qui élèvent seules leurs enfants. A l'aciérie EKO d'Eisenhuettenstadt, où un tiers de la main-d'œuvre est féminine, la crèche du quart de nuit est en train d'être supprimée le week-end. « Ici c'est fini pour moi », s'inquiète une mère parlant pour beaucoup d'autres.

Des dizaines de milliers de travailleurs étrangers originaires d'Angola, de Cuba, du Mozambique, du Vietnam et d'autres pays, risquent de voir leur contrat de travail purement et simplement résilié et d'être renvoyés dans leur pays (autrement dit, des expulsions en masse). 2,7 millions de retraités, qui dépendent d'institutions sociales sur lesquelles va probablement tomber le couperet des réducteurs de budget, vont se retrouver aux limites de la survie. Et les dirigeants de Bonn, dans le cadre d'une offensive tous azimuts pour briser les syndicats de la FDGB [fédération syndicale est-allemande], ont déjà annoncé leur intention de jeter au panier la nouvelle loi syndicale.

Des économistes ouest-allemands prédisent que le nombre de chômeurs en RDA va passer à 1,4 million, plus de vingt fois le niveau actuel ; d'autres estimations donnent des chiffres encore plus élevés. Mais cela ne doit pas être accepté docilement. Confrontés à une envolée vertigineuse du chômage résultant de l'introduction d'une « économie de marché », les travailleurs polonais ont été forcés de faire grève contre leur direction pro-capitaliste de Solidarność. Les travailleurs de la RDA doivent soutenir leurs collègues polonais dans de telles luttes, et se préparer à se mobiliser contre les licenciements et les attaques antisyndicales en RDA

même.

Avec Kohl pour conduire l'attaque, et en grande partie par le truchement du SPD, les puissances qui s'apprentent à prendre le contrôle veulent imposer quelque chose ressemblant à une structure des salaires à deux niveaux entre l'Est et l'Ouest, soumettant ainsi les travailleurs de la RDA à une surexploitation. Probablement au moyen d'une chasse aux sorcières contre les anciens membres du SED, ils vont chercher à chasser les ouvriers combattifs des secteurs industriels clés. Nous appelons le mouvement ouvrier à défendre systématiquement les militants de gauche dans la classe ouvrière, les personnes âgées, les enfants, les jeunes, les étudiants et les travailleurs étrangers.

Quand le PDS parle d'une « opposition forte au nom des faibles », ce qu'il veut dire par là c'est présenter des résolutions dans un Volkskammer contre-révolutionnaire. Et la première de ces résolutions, annonçait Gysi le soir des élections, sera de supprimer la conscription - un pas vers le désarmement de l'Etat ouvrier. Malgré tous leurs discours sur le réalisme, l'idée colportée par Gysi et Cie (ainsi que par Vereinigte Linke, le parti Nelken et d'autres) comme quoi la réunification peut avoir lieu alors que les acquis sociaux demeureront intacts est une illusion dangereuse et utopique. Le rêve que caressait le PDS d'être une opposition loyale à un gouvernement-fossoyeur du SPD est parti en fumée.

En opposition aux conciliations de Modrow et au numéro de chute libre de Gysi, le Spartakist-Arbeiterpartei appelle les travailleurs à continuer à se battre contre la réunification capita-

liste, dans les usines et dans les rues. Et des luttes ouvrières commencent déjà, même dans les régions dominées par l'alliance des partis de droite dirigée par la CDU. A Bernau, un orateur du SpAD a pris la parole devant une manifestation de mineurs de lignite qui protestaient contre la menace de fermeture de leurs mines. Les éboueurs de Halle, qui ont des affiches de la CDU dans leurs locaux, ont mené une grève d'avertissement contre des projets de privatisation de leur économie. Les mineurs de cuivre de Mansfield sont eux aussi confrontés à une menace de fermeture de leur mine.

CONSTRUIRE UN PARTI LENINISTE-EGALITARISTE !

Le 18 mars, beaucoup de gens ont gobé le conte de fées électoral d'un nouveau « miracle économique ». Un sondage d'opinion réalisé en RDA montrait que 92 % des personnes interrogées estimaient que l'« amélioration des conditions de vie » était une tâche du nouveau gouvernement. Il y aura bientôt des réveils douloureux. Les travailleurs conscients doivent tourner leur attention vers ces luttes où les batailles dures pourront être livrées de la manière la plus puissante. Ce faisant, ils doivent se tourner vers leurs frères de classe, depuis les métallurgistes ouest-allemands jusqu'aux mineurs soviétiques. De cette manière, nous continuons notre lutte internationaliste. La clé est de forger un parti léniniste-égalitariste. C'est la tâche à laquelle le Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands consacre ses efforts.

- Traduit de Workers Vanguard n° 498

La «troisième voie» sandiniste a pavé la voie à la réaction

Nicaragua: la «démocratie» du dollar ramène les contras

Nous reproduisons ci-dessous un article adapté de Workers Vanguard n° 497, le journal de nos camarades américains de la Spartacist League.

5 mars - Les chefs de l'impérialisme américain proclament en jubilant qu'ils ont gagné par les élections ce que leurs mercenaires contras furent incapables de gagner sur le champ de bataille : la défaite du régime radical-nationaliste sandiniste au Nicaragua. Les impérialistes US arrogants proclament une nouvelle « victoire sur le communisme » alors que la candidate contra à leur solde, Violeta Chamorro, est décidée à réaliser une contre-révolution « démocratique ». Chamorro a proclamé qu'elle rendra immédiatement les terres confisquées par les sandinistes et distribuées aux petits paysans, ou qu'elle dédommagera les anciens grands propriétaires fonciers, et qu'elle vendra les grandes entreprises d'Etat à des capitalistes privés.

Mais le propre programme des sandinistes - qui, loin de favoriser le « communisme », a concilié la réaction capitaliste étrangère et intérieure, démoralisé leur propre base plébéienne et aggravé la faim et le chômage massifs provoqués par des années d'agression impérialiste et de blocus - a aidé à paver la voie à la victoire électorale d'une fantoche américaine déclarée, dix ans après l'entrée à Managua des guérilleros sandinistes qui venaient de triompher contre le dictateur sanguinaire Anastasio Somoza. Comme l'a dit le révolutionnaire bourgeois français Saint-Just (1767-1794), « *Ceux qui font des révolutions à moitié n'ont fait que se creuser un tombeau* ».

Ainsi, à peine deux mois après le viol du Panama, et au beau milieu des capitulations complètes de Gorbatchev devant l'impérialisme, de l'Afghanistan à Berlin, Washington pense qu'à coups de corruption, d'intimidation et d'invasions il peut redevenir le gendarme incontesté du monde occidental. Ivres de triomphalisme, les impérialistes américains ont maintenant Cuba dans leur ligne de mire. Des comités *ad hoc* bipartites viennent d'être mis sur pied par le Congrès américain avec pour objectif de se débarrasser de Fidel Castro d'ici douze mois. Le devoir urgent de la classe ouvrière mondiale est de défendre Cuba contre l'impérialisme américain !

Pendant ce temps-là, les insurgés de gauche salvadoriens, dont la stupéfiante offensive militaire a récemment asséné des coups puissants à la jungle des escadrons de la mort de Washington, se retrouvent plus que jamais un pistolet sur la tempe avec la victoire de Chamorro à Managua. Nous disons : Non au bradage négocié au Salvador ! Victoire militaire pour les insurgés de gauche !

Le triomphe électoral de la contre-révolution « démocratique » fait peser,

La candidate contra Violeta Chamorro avec son parrain George Bush - Ses hommes dans les sous-sols de la Maison-Blanche organisent la guerre contra.



Cambio 16



maintenant, la menace d'un bain de sang revanchiste contre les activistes sandinistes et les militants de la classe ouvrière. Des dizaines de milliers de travailleurs, de paysans, de victimes de la terreur de la contra, et de partisans de base du Front sandiniste de libération nationale (FSLN) veulent résister à la réaction sanguinaire que représentent

Mais les sandinistes petits-bourgeois, dont le programme électoral, sur le papier, différerait peu de celui de Chamorro, et qui ne se sont jamais engagés sur un programme de classe clair, pour consolider et étendre les acquis de la révolution populaire, ont désarmé politiquement les masses travailleuses, les ont démoralisées et livrées à leurs en-

1979. Après les élections, Ortega se faisait photographier en train de donner l'accolade à Chamorro et de se dire l'un à l'autre « *Je vous aime* ». A ses partisans en colère et effrayés, Ortega explique que « *ce n'est pas une défaite* » et qu'« *aujourd'hui, nous sommes dans de meilleures conditions pour lutter* » que jamais auparavant (*El Día*, Mexico, 1^{er} mars). Mais les combattants éprouvés qui ont étrillé les contras sur le champ de bataille savent que leur vie est aujourd'hui en jeu, et ils sont loin d'être disposés à rendre leurs AK-47 fournis par les Soviétiques. Le mélange hautement instable et explosif d'un gouvernement Chamorro et d'une armée sandiniste, avec le sort des mercenaires contras suspendu en l'air et l'Union nationale d'opposition (UNO) qui est loin d'être unie, peut facilement conduire à un nouvel épisode de la guerre civile.

Les « brigades pour la défense de la révolution » ont distribué à Managua des tracts exigeant : « *Ne remettez pas les armes du peuple à la garde somoziste et aux assassins du peuple* » (*La Jornada*, Mexico, 1^{er} mars), tandis que les femmes et les syndicalistes jurent d'« *écraser les contre-révolutionnaires* », « *quoi qu'il en coûte* ». Mais le commandant du FSLN Victor Tirado leur a dit de défendre les acquis de la révolution par « *une opposition civilisée, constructive et légale* » (*La Jornada*, 2 mars) - une forme de crétinisme parlementaire menée à des extrêmes suicidaires. D'autres commandants ont mis en garde contre des actions qui pourraient provoquer une intervention américaine. En fait, le FSLN a accepté une situation qui pourrait donner aux USA une couverture supplémentaire pour intervenir militairement, par exemple, à la « demande » de ses pantins « démocratiquement élus ».

Il est clair que les dirigeants sandinistes sont sous une pression énorme et réagissent de manière contradictoire. Les déclarations conciliatrices initiales vis-à-vis de Chamorro ont fait place à une posture dure, avec des déclarations comme quoi ils ne céderont pas le contrôle des forces armées. Lenín Cerna, le chef de la police de sécurité d'Etat, a déclaré : « *Je n'obéirai jamais aux ordres de Violeta* » En même temps, Chamorro a annoncé son intention de remplacer Humberto Ortega en tant que ministre de la Défense. Autant pour la « transition pacifique ».

Alors que la pseudo-gauche internationale applaudissait à toutes les capitulations devant la pression impérialiste et les qualifiait de tactiques « brillantes » pour tromper l'ennemi, nous avons toujours averti que la conciliation de la réaction pave en fin de compte la voie à une défaite sanglante. Nous avons fait observer, depuis que le FSLN a pris Managua en juillet 1979, que

Suite page 14

Défense de Cuba! Pour la révolution ouvrière!

les 10 000 contras qui sont toujours armés et à la prise de contrôle de leur pays par Chamorro et ses bailleurs de fonds de la CIA. Ils veulent garder la partie des terres qui a été confisquée, défendre le droit de leurs enfants à une instruction et un semblant de soins médicaux, lutter pour les idéaux et les transformations sociales désespérément nécessaires et pour lesquelles ils ont sué sang et eau pendant les longues années de guerre et de privations. Ce qui est à l'ordre du jour, c'est l'organisation de milices ouvrières et que les travailleurs s'assurent la possession des armes pour se défendre.

nemis. Le programme chimérique de « pluralisme politique », d'une « économie mixte » et d'une « troisième voie » (« ni capitalisme ni communisme », comme le disait Ortega) s'est retourné cruellement contre ses promoteurs. Comme l'ont découvert les socialistes d'Allende au Chili : il est dangereux de provoquer la colère de ses ennemis capitalistes sans briser leur pouvoir en tant que classe.

Une grande question demeure : qui a les armes ? L'Armée populaire sandiniste, forte de 65 000 hommes, a été créée à travers la destruction de la garde prétorienne de Somoza en juillet